

GAINS ET SALAIRES DE LA FEMME MARIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 27 Mai 1909, à 2 h. 1/2.

PAR

RENÉ PORTEMER

Président : M. PLANIOL, *professeur.*

Suffragants : MM. MASSIGLI, *professeur.*
HITIER, *agrégé.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

GAINS ET SALAIRES DE LA FEMME MARIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 27 Mai 1909, à 2 h. 1/2.

PAR

RENÉ PORTEMER

Président : M. PLANIOL, *professeur.*

Suffragants { MM. MASSIGLI, *professeur.*
 { HITIER, *agrégé.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41556013_0039

INTRODUCTION

Les rédacteurs du Code civil, en donnant au mari des pouvoirs et des droits extrêmement étendus sur les biens du ménage et ceux de la femme, et en refusant à celle-ci toute capacité légale, n'avaient pu apercevoir, à une époque où la femme ne s'occupait guère que des soins du foyer, la pénible situation qui lui serait faite le jour où, obéissant à l'évolution des mœurs, du commerce et de l'industrie, elle serait appelée à apporter au logis les fruits d'un travail personnel effectué au dehors.

Mais se sont accomplies les profondes transformations sociales qui ont imposé de plus en plus à la femme mariée ou non la nécessité du travail. Celle-ci, appelée à l'usine, à l'atelier, au commerce, aux occupations même des professions libérales, a quitté le foyer et laissé ses enfants pour suppléer à l'insuffisance du salaire masculin ou des ressources du ménage, et trop souvent aussi malheureusement pour éviter la misère amenée par la dissipation, la débauche ou la paresse d'un mari inconscient de son

devoir. Pour gagner quelque argent elle s'est astreinte à de cruelles fatigues et à de dures privations.

Si, au point de vue domestique et au point de vue social, le régime du travail de la femme au dehors du foyer est un mal, il n'en est pas moins vrai que c'est un fait accompli, et fallait-il pour cela ne pas secourir la femme déjà victime des nouvelles conditions économiques de l'existence, et ne pas lui faciliter sa nouvelle tâche ? Fallait-il encore conserver au mari le pouvoir absolu et exclusif de s'emparer des gains de la femme à mesure qu'ils sont produits, de mettre la main sur les moindres économies de sa compagne, d'en disposer à sa guise et trop souvent de les gaspiller ? N'était-il pas équitable de récompenser la femme honnête et laborieuse, et de l'encourager dans l'accomplissement de son devoir, en lui donnant au moins l'administration du pécule péniblement amassé ?

Le féminisme aidant, la situation de la femme mariée ayant des gains personnels et, plus particulièrement de celle appartenant à la classe ouvrière, a été mise en lumière aux yeux des réformateurs soucieux d'adapter la loi aux exigences du jour et de la mettre en harmonie avec la pratique.

Le premier pas, presque insignifiant encore, est fait en 1881, en permettant aux femmes mariées de se faire donner un livret de Caisse d'épargne et d'opérer des dépôts et des retraits sans l'autorisation du mari, pas bien vite dépassé par la pratique, qui, s'écartant de l'idée de mandat du mari, était presque arrivée à

reconnaître à la femme un droit propre sur les somme inscrites sur son livret.

En 1894, MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Moutant déposent sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi, presque timide encore, permettant seulement à la femme, en cas d'abus par son mari, de se faire donner par le juge de paix, le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer.

Le même jour, M. Goiraud déposait une proposition ayant pour objet de donner de plein droit à la femme les mêmes pouvoirs, en les étendant à ses économies.

En 1906, M. Gourju déposait à son tour au Sénat une proposition beaucoup plus complète organisant le pécule réservé de la femme mariée.

De ces diverses propositions, sur lesquelles nous aurons à revenir au cours de cette étude, et de celles faites par les commissions chargées de les examiner, est sortie la loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage.

C'est la situation de la femme mariée, en ce qui concerne ses gains et salaires, telle qu'elle résulte de la première partie de cette loi et des rapprochements à faire avec le Code civil, que nous nous proposons d'étudier brièvement.

TEXTE DE LA LOI

Loi du 13 juillet 1907

relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage

ARTICLE 1^{er}. — Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.

ART. 2. — En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie, par le tribunal civil du domicile des époux, statuant en chambre du conseil, en présence de la femme, ou elle est dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

ART. 3. — Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage, incombe au créancier.

Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans

la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais sans autorisation maritale.

ART. 4. — En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

ART. 5. — S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

ART. 6. — La femme pourra ester en justice sans autorisation dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

ART. 7. — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

ART. 8. — Le mari et la femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste, indiquant la nature de la demande.

Ils devront comparaître en personne, sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

ART. 9. — La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède, faite aux conjoints et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure.

ART. 10. — Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi, seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution. Ils pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie.

ART. 11. — Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation.

CHAPITRE PREMIER

CONSTITUTION DU PÉCULE DE LA FEMME MARIÉE SA CONSISTANCE

GÉNÉRALITÉS

I. — Constituer à la femme mariée qui travaille un pécule réservé à sa gestion personnelle, et dont la propriété lui est même en certains cas reconnue, tel est l'objet principal de la loi du 13 juillet 1907, et plus spécialement de la première partie de la loi. La proposition de loi de M. Gourju (1) disait formellement : « il est constitué de plein droit au profit de toute femme mariée qui travaille, un pécule réservé » (2). La loi n'a pas reproduit définitivement ce texte, mais son esprit est le même.

1. *Journal officiel* Annexe 304. Sénat 1906, p. 17, art. 1^{er}.

2. Le mot « pécule » sans être ici d'une application rigoureusement exacte peut cependant assez bien désigner les biens réservés de la femme mariée.

En droit romain en effet, on appelait pécule une masse de biens laissée à la jouissance et à l'administration de l'esclave

II. — Le législateur, surtout lorsqu'il semblait plutôt s'intéresser, avec les auteurs des premières propositions de la loi, à la situation de la femme mariée sans contrat, c'est-à-dire sous le régime de la communauté légale, avait à sa disposition un moyen radical de soustraire les salaires et produits du travail de la femme à l'administration du mari : c'était l'adoption du régime de la séparation de biens pour régime de droit commun.

Mais s'il y a actuellement, déposées à la Chambre des députés, des propositions de loi tendant à cet objet (1), en 1894 et même en 1906, ce système eut heurté encore trop violemment les idées admises

ou du fils de famille pour lui donner une certaine indépendance, pouvant être augmentée par ses économies, mais qui restait la propriété du maître ou du père de famille.

A l'exemple de M. Gourju, nous appellerons donc pécule la masse des biens réservés à la femme par la loi du 13 juillet 1907.

1. Proposition de loi tendant à modifier une des formalités de la célébration du mariage en invitant les futurs époux à déclarer à la mairie s'ils font choix pour régime légal du régime de la communauté ou de celui de la séparation de biens, présentée par M. Magnaud, député (Chambre des députés, séance du 16 février 1908).

Proposition de loi analogue présentée par M. Hippolyte Laroche, député (Chambre des députés, séance du 17 février 1908).

Proposition de loi ayant pour but de substituer dans le mariage au régime légal de la communauté un régime légal de la séparation de biens avec communauté de certains acquêts, présentée par M. Charles Beauquier, député (Chambre des députés, séance du 7 avril 1908).

Faire disparaître la communauté légale ayant à sa base les qualités les plus belles du caractère français, le désintéressement et la solidarité des intérêts entre tous les membres d'une même famille, eut été un véritable bouleversement des principes du Code.

D'ailleurs ce système n'aurait pu, sous le rapport des personnes, avoir l'étendue d'application de celui établi en 1907, et, sous le rapport des biens, il eut de beaucoup dépassé le but, modifiant non seulement la gestion des produits du travail de la femme, mais aussi et toujours la propriété de cette catégorie de biens et de tous ceux de la communauté.

L'adoption d'une sorte de séparation de biens partielle, limitée uniquement aux gains de la femme, qui eussent constitué ainsi des propres soumis à son administration personnelle, était encore dépasser le but.

III. — Aussi, sans modifier de fond en comble les régimes établis, sans constituer un régime nouveau, mais instituer un cas particulier pouvant se retrouver dans chacun des régimes matrimoniaux, prendre à part une certaine catégorie de biens, en faire une masse spéciale pouvant exister sous tous les régimes, constituer à la femme un pécule tantôt propre, tantôt commun selon le régime adopté, mais en tous cas soumis à sa gestion personnelle, c'était le système à la fois suffisant et nécessaire pour atteindre le but poursuivi.

IV. — Nous examinerons d'abord quelles sont les femmes mariées susceptibles d'avoir un pécule réservé,

et ensuite quelle est la consistance ou la composition du pécule réservé.

§ 1^{er}

Femmes mariées susceptibles d'avoir un pécule

1. — Etendue de la réforme

I. — Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi par lui présentée au Sénat (1), M. Gourju disait : « La réforme doit être aussi large que possible, et cela au triple point de vue des personnes qu'elle veut protéger, des biens à comprendre dans le pécule réservé et des droits qu'il convient de conférer aux personnes protégées sur ce pécule ».

Et telle a été l'œuvre du législateur.

II. — Sur le point qui nous occupe actuellement, il faut dire que la réforme protège sans exception, qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires, commerçantes ou artisannes, toutes les femmes mariées qui tirent un gain de leur travail personnel.

Elle protège non seulement les femmes mariées depuis le 13 juillet 1907, mais en vertu de l'article 11, toutes les femmes mariées au moment de la promulgation de la loi, à raison de leur travail accompli depuis cette date.

1. *Journal officiel*. Annexe 304. Sénat 1906, p. 13.

Elle s'étend aux femmes mariées sous tous les régimes.

La réforme est dictée par un motif de protection envers la femme mariée, elle doit les atteindre toutes, aussi en un mot, pas d'exception.

III. — Si l'on considère les raisons données à la tribune de la Chambre ou du Sénat en faveur de la loi nouvelle, il semble que cette étendue d'application n'était pas nécessaire pour faire disparaître les maux signalés. Les rapporteurs tour à tour, pour démontrer la nécessité de la réforme, ont présenté la situation de la femme laborieuse, en face d'un mari dissipateur, dans les ménages pauvres. Remédier à la situation de la femme envisagée spécialement dans la classe ouvrière ou prolétaire semble avoir été le motif déterminant de la loi. Le titre même l'indique : le législateur parle du salaire de la femme sans paraître s'apercevoir qu'il fait application de la loi à des femmes même très riches, qui exercent personnellement une industrie, un art, un commerce rapportant de très gros bénéfices, et auxquelles la situation si digne d'intérêt révélée par les rapporteurs, est complètement étrangère.

IV. — Cependant cette extension donnée à la loi, cette généralisation malgré un point de départ beaucoup plus spécial, a été nettement aperçue et même voulue : « Nous estimons, disait M. Guillier dans son rapport au Sénat (1), au nom de la commission, nous

1. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907, p. 9.

estimons que la femme qui déploie son activité hors du ménage, en vue de lui procurer des ressources, doit pouvoir conserver le produit de ses efforts, quelle que soit la sphère dans laquelle elle évolue. Si celles qui sont attachées à une usine, à un atelier, à une administration publique ou privée, sont dignes d'intérêt, ne le sont-elles pas au même titre que celles qui dirigent un magasin, une industrie? »

V.— Quoiqu'il en soit, l'étendue d'application donnée à la loi a fait plus que remédier aux abus signalés : elle marque, par sa généralisation même, une étape importante sur la route de féminisme, sur la voie de l'émancipation de la femme (1).

D'ailleurs, restreindre les faveurs du législateur à certaines femmes, n'était-ce pas amener toutes les autres à crier à l'injustice ? Apporter des exceptions dans la loi, n'était-ce pas ouvrir la porte à toutes les fraudes et à de nouveaux abus ?

2. — *Condition de la réforme*

I. — Pour que la femme puisse bénéficier de la loi, il faut que son gain lui provienne de son travail per-

1. Voir proposition de loi ayant pour objet la suppression de l'incapacité légale de la femme mariée, présentée par M. Charles Beauquier, député, et plusieurs de ses collègues (Chambre des députés, séance du 27 novembre 1906).

Rapport sur ladite proposition par M. Maurice Viollette, député (Chambre des députés, séance du 2 juin 1908).

sonnel dans l'exercice d'une profession distincte de celle de son mari.

Le fait, par la femme, de travailler avec son mari et de faire avec lui des gains communs, révèle chez elle l'intention de faire œuvre commune et l'absence de désir de se constituer un pécule séparé. Et puis, permettre la fixation arbitraire des parts de chacun dans un gain commun, ne serait-ce pas encore la porte ouverte à toutes les fraudes ?

La femme mariée appelée à se constituer un pécule est donc celle qui exerce une profession distincte de celle de son mari : il en est ainsi de la domestique, de l'ouvrière, de l'employée, de la femme personnellement commerçante ou dirigeant une industrie, de la femme fonctionnaire ou exerçant une profession libérale.

II. — Profession distincte ne veut pas dire profession différente. En rapprochant les deux derniers paragraphes de l'article 1^{er} de la loi, on voit que ce qui constitue le caractère de profession distincte, c'est la production d'un gain séparé.

Ainsi le mari et la femme peuvent être tous deux domestiques, ouvriers ou employés, et ce même dans la même maison ; la femme bénéficiera de la loi, pourvu qu'elle ait un salaire distinct. De même aussi au cas où le mari et la femme exerceraient tous deux, même au même lieu, la profession de médecins, d'écrivains, d'artistes, à condition toutefois que leurs bénéfices soient nettement distincts.

Mais il en serait différemment, si le mari et la

femme collaboraient au même travail ou à la même exploitation produisant des gains communs. C'est en vain que la femme, aidant son mari dans son commerce, prétendrait recevoir de lui un salaire déterminé, même au cas où elle exercerait dans ce commerce un travail absolument distinct et séparé de celui du mari. Il est facile de se rendre compte que le salaire ou la rémunération personnelle que recevrait ainsi la femme serait pris en définitive sur les bénéfices de l'exploitation à laquelle collaborent même dans une sphère séparée le mari et la femme ; ce salaire, cette rémunération aurait donc sa source dans un gain commun. M. Gourju, dans l'article 3 de sa proposition de loi (1), admettait qu'une rémunération de cette nature ferait partie du pécule de la femme, mais le législateur a rejeté, avec raison selon nous, cette disposition.

§ 2

Consistance du pécule

Le titre de la loi nouvelle semble restreindre l'étendue du pécule aux salaires de la femme. Mais de l'article 1^{er} de la loi elle-même et de ce qui a été dit plus haut, il résulte que les biens réservés de la femme comprennent non seulement ses salaires, mais tous les produits quelconques de son travail, c'est-à-dire

1. *Journal officiel*. Annexe 304. Sénat 1906, p. 18.

en somme tous ses gains personnels, ses économies en provenant, les biens acquis en emploi ou remploi, et les fruits que ces sommes et biens peuvent produire.

1. — *Gains personnels*

I. — On a vu dans le paragraphe précédent comment il faut rechercher si les gains de la femme lui sont personnels ; s'ils ont ce caractère, tous les gains de la femme provenant de son travail exécuté depuis la promulgation de la loi ou depuis son mariage, s'il est postérieur à cette date, font partie de son pécule.

Il en est ainsi notamment des salaires proprement dits, des gages ou traitements de toutes sortes, des gratifications données à la femme en raison ou à l'occasion de son travail, des indemnités accordées à la femme au cours du mariage, à la suite d'accident survenu dans l'accomplissement de son travail (1), des annuités et arrérages échus pendant le mariage, de pensions et de rentes obtenues par la femme pour son travail, des honoraires de la femme qui exerce une profession libérale, des droits d'auteur de la femme écrivain ou compositeur de musique, du produit de la vente des œuvres de la femme peintre ou sculpteur.

II. — Une difficulté s'élève au sujet des bénéfices retirés par la femme d'une profession ou d'une exploi-

1. Voir jugement de la première Chambre du Tribunal de la Seine du 26 mars 1908.

tation nécessitant l'engagement de capitaux, par exemple des bénéfices de la femme médecin qui a acheté le cabinet d'un prédécesseur, de la femme commerçante ou industrielle, ou simplement associée à un commerçant ou un industriel.

Si le capital engagé a été fourni par la femme elle-même sur les fonds de son pécule, avec constatation d'origine, pas de difficulté : les bénéfices entièrement deviennent biens réservés.

Mais si le capital engagé a été prélevé sur des biens de la femme non réservés en vertu de la loi nouvelle, ou encore sur des biens du mari ou de la communauté s'il y en a une, faut-il dans les bénéfices produits, distinguer la part provenant du travail même de la femme et grossissant son pécule, et la part afférente au capital engagé qui selon le régime matrimonial adopté et l'origine de ce capital, appartiendrait à la femme sans avoir le caractère de bien réservé, appartiendrait au mari, ou dépendrait de la communauté ?

III. — La difficulté n'a pas échappé au législateur dans les travaux préparatoires, mais elle a été tranchée d'une façon absolue par les rapporteurs, sans toutefois que l'on insérât dans la loi un texte précis qui permît, le cas échéant, de déroger aux principes du Code civil pour appliquer la théorie développée devant le Parlement.

La proposition de loi présentée à la Chambre des députés le 25 février 1905, par M. Grosjean, mais devenue caduque à l'expiration de la législature,

exceptait du pécule non seulement les gains résultant d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie exercés en commun par les époux, mais encore les gains provenant d'un commerce ou d'une industrie exercés par la femme à l'aide de fonds mis à sa disposition par le mari ou la communauté.

C'était une solution radicale défavorable à la femme et qui ne faisait aucune part à son travail.

La proposition de M. Gourju admettait la solution opposée, ne faisant aucune part au capital engagé.

Les deux textes furent supprimés. Et M. Guillier, dans son rapport au Sénat (1), se préoccupant de la question se contente de dire : « Dans les bénéfices commerciaux, comment faire la part du capital engagé et celle du travail ? C'est pourquoi nous mettons les gains réalisés dans l'exploitation d'un fonds industriel ou de commerce sur la même ligne que les salaires proprement dits, et nous les englobons tous dans l'expression générale « les produits de son travail personnel » qui s'appliquera indistinctement à tout ce que la femme pourra gagner en travaillant ».

Mais à défaut de texte précis dans la nouvelle loi, cette simple affirmation du rapporteur ne peut nous obliger, dans le cas qui nous occupe, à considérer les bénéfices retirés par la femme comme entièrement « des produits de son travail ». Cette affirmation ne peut faire disparaître la production du capital engagé, les intérêts à rapporter au capital.

1. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907, p. 9.

IV. — Aussi peut-on dire que la question n'est pas légalement tranchée. Dans chaque cas particulier, il y a une question de fait à résoudre, et tout en respectant la nouvelle loi, on ne saurait faire échec aux principes du Code civil qui ne se trouvent pas spécialement infirmés.

Il nous paraît donc nécessaire, pour ne pas frustrer les intérêts légitimes de la communauté ou de chacun des époux, que ceux-ci déterminent avec soin, lorsque des capitaux sont engagés pour l'établissement de la femme, et leur origine et la part contributive afférente au capital, qui ne fera point partie du pécule de la femme. C'est une convention entre époux qui peut être insérée dans l'acte même d'acquisition et qui est analogue à une constatation de reprise ou de récompense à exercer, ou à une constatation d'emploi.

2. — *Economies*

I. — Toutes les économies que la femme a pu mettre de côté sur les produits de son travail font partie de son pécule. Par économies il faut entendre les espèces d'argent monnayé.

II. — D'après la proposition de loi de M. Goiraud, la femme avait épuisé son droit lorsqu'elle avait appréhendé son gain. Si au lieu d'en disposer immédiatement, elle le laissait subsister en forme d'économies, il retombait sous l'administration du mari.

La réforme, ainsi limitée, manquait complètement

son but. Il ne fallait pas seulement permettre à la femme de toucher elle-même les produits de son travail, car il était rare de voir le mari oser se prévaloir du droit de les toucher lui-même; ce qu'il fallait sauvegarder, c'était la caisse de réserve constituée par la femme, c'était le pécule par elle amassé en vue des jours mauvais, et qui excitait encore bien plus la convoitise du mari que les salaires eux-mêmes au fur et à mesure qu'ils étaient acquis.

M. Saleilles disait à ce sujet (1): « La loi, en tant qu'elle vise les salaires à l'état de salaires sera parfaitement inutile. Elle n'aura d'utilité que si elle vise les économies réalisées sur ces salaires. Ce qu'il faut défendre, ce sont les ressources de l'avenir, c'est l'épargne de la femme ».

III. — Au surplus, ne pas protéger les économies de la femme, n'était-ce pas la pousser à faire des dépenses inutiles ou tout au moins inopportunes, et l'exciter au gaspillage?

Si l'on envisage le but poursuivi par le législateur, l'extension ainsi donnée aux premières propositions de loi est donc pleinement justifiée.

3. — *Biens acquis en emploi ou emploi*

I. — Non seulement les bénéfices perçus par la femme et les économies qui en proviennent, mais

1. Cité au Sénat par M. Guillier, *Journal officiel*. Annexe 77, Sénat 1907, p. 40.

encore tous les placements de capitaux effectués au moyen de ces bénéfices et de ces économies font partie de son pécule. C'est « l'emploi » spécialement prévu et autorisé par la loi dans son article 1^{er}. La loi n'a pas de même explicitement indiqué le « remploi », mais le doute n'est pas possible, car la femme ayant, comme nous le verrons plus loin, le pouvoir de vendre les biens par elle acquis, peut évidemment employer à de nouvelles acquisitions les sommes provenant de son aliénation ; elle fait ainsi un remploi.

II. — Le pécule comprend les acquisitions de toutes sortes faites en emploi ou remploi, les acquisitions ainsi faites de toutes « valeurs mobilières et immobilières », dit le texte de la loi.

Cette expression pouvait faire naître un doute d'interprétation. Faut-il par « valeurs mobilières et immobilières » entendre seulement les valeurs incorporelles à l'exclusion des valeurs corporelles, c'est-à-dire pour parler plus exactement, à l'exclusion du droit de propriété des biens corporels meubles ou immeubles ? Même au point de vue de la portée exacte des mots, cette restriction au sens du mot « valeurs » ne semble pas exacte. A défaut d'un qualificatif exprès qui en limite l'application, le mot « valeurs » doit être entendu dans son sens général, c'est-à-dire comprendre les valeurs corporelles et incorporelles. Mais de plus, les travaux préparatoires éclaireissent complètement la question. M. Guillier, dans son rapport au Sénat (1), parle formellement de l'acquisition d'un

1. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907, p. 12.

immeuble par la femme. Et M. Maurice Viollette, dans son rapport à la Chambre des députés (1), s'est exprimé en ce sens d'une façon encore plus précise.

Il faut donc dire que tous les biens et droits mobiliers et immobiliers acquis par la femme, en emploi ou remploi de deniers réservés, sont compris dans son pécule, qu'il s'agisse de droits de créance ou de droits réels, notamment par exemple de placements sur particuliers, de parts d'intérêts dans une société, d'une rente viagère, du bénéfice d'une assurance sur la vie, ou enfin d'achats de toute nature.

4. — *Fruits*

I. — Les fruits produits par les gains de la femme et ses économies, et par les biens acquis en emploi ou remploi, font encore partie de son pécule. Ils se joignent et s'incorporent pour ainsi dire aux capitaux et aux biens qui les ont produits, ils en suivent le sort et en grossissent la masse à titre d'accessoires.

II. — Il a été en effet dans l'esprit du législateur de donner à la loi une portée aussi large que possible, et il serait contradictoire de permettre à la femme de toucher un capital ou de gérer un immeuble, mais de lui refuser le droit d'en percevoir les intérêts ou les loyers.

Il n'est d'ailleurs que juste de donner à la femme,

1. *Journal officiel*. Annexe 1128, Chambre des députés, 1907, p. 4.

qui a su faire fructifier son pécule par des placements judicieux, les mêmes droits sur les fruits provenant ainsi de sa bonne administration que ceux conférés sur les capitaux acquis par une conduite laborieuse.

Observation

Actes de constatation d'origine de deniers, d'emploi, ou emploi

Telle est donc la consistance du pécule, facile ainsi en théorie à déterminer. Mais en pratique, cette détermination peut être fort difficile, en raison de l'incertitude qui peut exister sur l'origine des sommes et des biens prétendus réservés par la femme.

Il nous paraît donc extrêmement utile pour cette dernière, si elle veut assurer le caractère de biens réservés aux sommes et biens qu'elle détient, lorsque ce caractère peut être douteux et dépourvu de preuve, de le faire dûment établir par des actes de constatation d'origine de deniers ou de constatation d'emploi ou emploi.

C'est se mettre une preuve de côté pour le jour où elle aura à en faire usage, lorsqu'elle voudra par exemple reprendre son pécule en renonçant à la communauté, ou le soustraire à la poursuite des créanciers de son mari.

CHAPITRE II

GESTION DU PÉCULE

GÉNÉRALITÉS

I. — L'objet principal de la réforme de 1907, avons-nous dit, a été, en constituant à la femme un pécule, de lui donner sur cette masse de biens réservés, un droit personnel de gestion, sans besoin de l'autorisation ni de l'intervention de son mari.

II. — Nous employons l'expression « droit de gestion » non pas qu'elle s'adapte parfaitement à la situation nouvelle faite à la femme, dont les pouvoirs comme nous l'allons voir dépassent de beaucoup ceux de simple gestion, mais nous la préférons d'une part à celle de « droit d'administration » qui semble avoir un sens encore plus restreint et alors entièrement inexact ; et d'autre part à celles de « droit de disposition » et de « droit de jouissance » qui semblent impliquer pour la femme, sur les capitaux ou les revenus de son pécule, un droit de propriété qui n'est pas l'objet de la loi de 1907.

La femme en effet n'a pas *ipso facto* en vertu de la nouvelle loi, et si elle ne l'avait pas en vertu de son régime matrimonial, la propriété de ses biens réservés; elle détient son pécule, quelque étendus que soient ses pouvoirs, non à titre de propriétaire ayant toute liberté d'action, mais à titre de gérante ou d'administratrice; elle n'est pas obligée il est vrai à rendre compte intégral de sa gestion comme un simple administrateur, mais elle est obligée du moins comme nous le verrons plus loin, à ne disposer de son pécule que dans l'intérêt du ménage, elle est obligée à restituer son pécule à la communauté en cas d'acceptation au jour de la dissolution, elle est obligée à y rétablir par voie de récompense les sommes qu'elle y aurait prélevées pour le profit de ses biens propres ou pour l'acquit de ses dettes personnelles.

III. — Relativement à la gestion du pécule, nous rechercherons en premier lieu quels sont les pouvoirs conférés à la femme mariée par la nouvelle loi, puis l'usage qu'elle doit faire de ses pouvoirs et le retrait qu'elle peut en avoir à subir en cas d'abus, et enfin les conséquences qui peuvent résulter de l'intervention du mari dans la gestion des biens réservés de sa femme.

§ 1

Pouvoirs de la femme sur le pécule

**1^o NATURE DE CES POUVOIRS. — INFLUENCE SUR LA LIBERTÉ
PERSONNELLE DE LA FEMME**

I. — Les pouvoirs conférés à la femme mariée sont une extension de sa capacité, ou pour mieux dire une restriction à son incapacité légale. Selon le Code, le fait de son mariage lui retirait presque tous pouvoirs on les lui restitue dans une certaine limite.

Sous les régimes de communauté, il y a à la fois extension de la capacité de la femme qui l'habilite à user de ses pouvoirs sans l'autorisation de son mari, et investiture légale de la gestion de certains biens communs soustraits désormais, dans la limite des pouvoirs donnés à la femme, à la gestion du mari.

II. — Mais, de même que c'est la volonté de la loi qui fait le mari maître de la communauté, et non pas un mandat tacite donné de plein droit en raison du mariage par la femme à son mari (1), de même on ne peut voir dans les pouvoirs conférés à la femme par la nouvelle loi, un mandat du mari consacré et réglementé par la loi ou une extension du mandat tacite à elle déjà reconnu en certains cas. La femme agira

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901 t. III, n^o 1087.

désormais dans les cas où auparavant son mari eut seul pu agir, non comme représentant légalement son mari, mais comme investie d'une capacité propre et comme investie en outre de par l'autorité de la loi et dans la limite de sa capacité, sous les régimes de communauté, de droits déterminés sur certains biens communs.

III. — La conséquence de ce caractère des droits nouveaux de la femme est tout d'abord que la restitution au profit de la femme dans une certaine mesure, de la capacité dont elle se voyait privée par le fait de son mariage, laisse entièrement subsister les autres incapacités pouvant résulter pour elle d'autres causes que son mariage.

Ainsi la femme mineure, interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, reste entièrement soumise aux règles qui régissent la capacité des mineurs émancipés, des interdits, des pourvus de conseil judiciaire. Le terme général dont s'est servi le législateur montre qu'il a entendu appliquer la loi à la femme mariée qui, si elle n'était pas mariée, aurait le pouvoir de faire les actes par lui déterminés. Il a levé dans une certaine limite l'incapacité résultant du mariage, mais il n'a pu par ce même terme général, lever les autres incapacités dont peuvent être frappées les femmes mariées. Il eut fallu pour cela un texte formel et exprès abrogeant dans la limite voulue les articles du Code qui établissent les incapacités dont il s'agit.

Si l'on admettait au contraire qu'en vertu de la loi nouvelle la femme n'agit que comme mandataire

légalement reconnue de son mari, il faudrait aller plus loin et dire qu'en tout état la femme jouit de ses pouvoirs nouveaux, le mandat pouvant être conféré à un incapable.

D'ailleurs comment admettre que la femme séparée de biens qui aliène un immeuble compris dans son pécule est mandataire de son mari ? Avant la loi elle eût vendu elle-même avec l'autorisation de son mari. La loi supprime la nécessité de l'autorisation. Or supprimer la nécessité de l'autorisation maritale ou augmenter la capacité civile de la femme mariée sont synonymes.

IV. — Une autre conséquence importante du caractère que nous venons de faire ressortir du pouvoir de la femme, trouve son application au cas où la femme contracte avec un tiers après retrait de ses pouvoirs. Si la femme en effet n'est considérée que comme mandataire de son mari, on doit dans ce cas, conformément à l'article 2005 du Code civil, admettre la validité possible du contrat. Nous verrons au contraire plus loin qu'en pareil cas, l'acte ainsi passé doit être frappé de nullité, la femme n'ayant pas simplement agi en vertu d'un mandat révoqué, mais ayant été à proprement parler, incapable d'agir.

V. — La femme mariée ayant désormais la faculté de se constituer un pécule sur les produits de son travail, a-t-elle la faculté de travailler librement ? La loi de 1907 augmentant la capacité de la femme sur certains biens, augmente-t-elle aussi pour ainsi dire la capacité de la femme sur sa propre personne, impli-

que-t-elle pour la femme la liberté personnelle, et notamment celle du choix d'une profession?

De même qu'après la loi du 1^{er} décembre 1900 qui a ouvert aux femmes l'accès du barreau, l'opinion s'était répandue que la femme pouvait faire son droit, prêter serment et se faire inscrire au barreau sans autorisation maritale, l'opinion générale peut être aujourd'hui que la femme a la liberté de s'employer chez un tiers ou de devenir commerçante sans se faire autoriser.

Les lois de 1900 et de 1907, peut-on dire, sont des lois d'ordre public et dérogent implicitement pour la généralisation de leur application aux principes du Code civil.

A notre sens, une telle opinion ajoute aux dispositions de la loi (1). On a donné à la femme mariée certains pouvoirs déterminés, mais rien de plus, et de même que la loi n'a touché en rien aux incapacités résultant pour la femme mariée de causes autres que son mariage, de même elle n'a touché aux prérogatives du mari que pour lui retirer le droit d'agir ou supprimer la nécessité de son autorisation dans certains cas limités. Elle a laissé la femme mariée soumise pour sa personne même à l'autorité du mari et obligée de résider chez lui. Comment alors la femme pourrait-elle exercer une profession indépendante sans l'assentiment d'un maître qui peut lui interdire tels actes,

1. Voir en ce sens à propos de la loi du 1^{er} décembre 1900. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 259.

telles relations, telle correspondance, et qui peut à son gré déplacer son domicile ?

Aussi donc pensons-nous que les pouvoirs conférés à la femme par la nouvelle loi n'ont influé en rien sur sa liberté personnelle et que cette liberté n'est pas augmentée.

2^o DÉTERMINATION DES POUVOIRS DE LA FEMME

Principe adopté

I. — Les pouvoirs de la femme sur ses biens réservés sont indiqués dans l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907.

Le paragraphe 1^{er} de cet article donne à la femme « les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens ». Le paragraphe suivant précise spécialement le pouvoir d'acquérir. Et le troisième paragraphe, venant à l'encontre de la restriction apportée par la jurisprudence au pouvoir pour la femme séparée d'aliéner son mobilier et de la disposition finale de l'article 1449, donne à la femme le pouvoir général d'aliéner, mais à titre onéreux seulement.

De ces dispositions, il résulte pour la femme un ensemble de pouvoirs hétérogènes, qu'on ne trouve réunis dans aucun autre état juridique et qui se modifient et se complètent mutuellement.

En présence de cette situation quel est le principe à suivre pour faire l'application de la loi à tous les cas

qui peuvent se présenter? Faut-il interpréter la loi *lato sensu* ou *stricto sensu*?

II. — Comment a procédé le législateur? A-t-il donné à la femme des pouvoirs généraux qui puissent prêter à extension ou à interprétation? Non, en se rapportant aux pouvoirs d'administration de la femme séparée de biens, parfaitement délimités tant par le Code et la doctrine que par la jurisprudence, en précisant le pouvoir d'acquérir qui puisse peut-être encore faire matière à discussion, et en donnant expressément le pouvoir d'aliéner, le législateur a procédé pour ainsi dire par voie d'énumération.

De plus, son innovation a consisté à apporter des exceptions aux principes établis, et en matière d'exception il est de règle de n'admettre qu'une interprétation restrictive.

Aussi dirons-nous qu'il faut se limiter à ne reconnaître à la femme que les pouvoirs strictement contenus dans le texte de la nouvelle loi, et se garder d'admettre par voie de déduction des pouvoirs non prévus, ou encore par exemple dans le cas où le pécule dépend de la communauté, de juger par analogie avec les pouvoirs du mari sur les biens communs, et de dire que la masse composant le pécule a été soustraite en bloc à l'administration du mari, et soumise entièrement à celle de la femme.

Le législateur aurait pu le dire en quelques mots, mais il ne l'a pas dit, et ce n'est sans doute pas sans intention.

Toutefois, il ne faut pas oublier que la réforme a été

faite dans le sens le plus favorable à la femme et que les rapporteurs ont dit tour à tour vouloir donner à la loi la portée la plus large possible. C'est pourquoi, tout en n'accordant à la femme que les pouvoirs strictement à elle donnés, nous reconnaitrons à chacun de ces pouvoirs déterminés l'étendue la plus complète qu'ils puissent avoir.

III. — Les pouvoirs de la femme sur son pécule peuvent se classer en cinq catégories : pouvoir de libre administration, pouvoir d'acquérir, pouvoir d'aliéner, pouvoir de s'obliger et pouvoir d'ester en justice.

1. — *Libre administration*

I. — L'article 1449 donne à la femme la libre administration de ses biens.

Rappelons que par « libre administration » on entend généralement non seulement tous les actes concernant les revenus, mais encore la réception et le placement des capitaux (1). Ce point, controversé toutefois pour la femme séparée de biens, a été tranché dans le sens de l'affirmative pour la femme administrant son pécule, par la loi de 1907.

La femme peut donc sans l'autorisation de son mari faire tous actes tendant à la conservation des biens composant son pécule, à la production et à la perception de ses revenus, à la réception de ses capitaux et à

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 1145.

leur placement, à la gestion et à l'exploitation de ses immeubles.

II. — En ce qui concerne les baux, en suivant le principe exposé plus haut, il n'y a lieu de n'admettre pour la femme, en vertu de la nouvelle loi, que les pouvoirs reconnus à la femme séparée de biens, c'est-à-dire le pouvoir de faire des baux dans la mesure où le bail est un acte d'administration, soit pour neuf ans au plus. Il serait erroné de croire que le pouvoir d'aliéner donné par la loi dégage la femme de toute mesure dans ses pouvoirs d'administration ; il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'un bail de longue durée peut être plus dangereux pour la femme qu'une aliénation.

2. — *Acquisitions*

I. — La prohibition d'acquérir édictée par l'article 217 du Code civil est formellement levée pour la femme disposant de deniers faisant partie de son pécule par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la nouvelle loi.

La femme peut donc acquérir tous biens meubles ou immeubles, et les biens ainsi acquis rentrent eux-mêmes dans la masse du pécule, ainsi qu'il a été dit plus haut.

II. — Il y a lieu d'observer toutefois que la femme ayant le droit de faire toute acquisition, tout placement, n'a pas toujours l'exercice de ce droit, lorsque notamment l'acquisition ou le placement à faire néces-

siterait non seulement une aliénation de capitaux dont la femme a la libre disposition, mais un engagement quant à sa personne ou une obligation que la femme ne pourrait contracter seule, comme la formation d'une société ou encore la création ou l'acquisition d'une industrie ou d'un commerce.

III. — Cette observation faite, on peut dire que le pouvoir d'acquérir de la femme doit être interprété dans son acception la plus large possible, et notamment qu'il n'y a pas à distinguer entre les acquisitions faites au comptant et celles faites à terme.

Une acquisition à terme comporte une obligation, mais c'est une obligation qui rentre dans les pouvoirs conférés à la femme.

M. Guillier, dans son rapport au Sénat (1), justifiait ainsi ce pouvoir : « Le jour où se présentera une occasion favorable d'acheter un immeuble, il peut se faire que la femme n'ait pas l'intégralité de la somme nécessaire. Faudra-t-il qu'elle laisse échapper cette affaire avantageuse ? Ne sera-t-il pas de son intérêt de pouvoir réaliser l'achat, en payant comptant la somme disponible, sauf à prendre des délais pour le règlement du surplus ? L'obligation de verser ainsi soit des annuités, soit des acomptes, est dans la plupart des cas un stimulant énergique pour réaliser des économies.

1. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907, p. 12.

3. — *Aliénations*

I. — Aux termes du paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi, la femme peut, « sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux » les biens compris dans son pécule, meubles et immeubles. C'est peut être là la plus profonde modification apportée par la nouvelle loi aux principes du Code civil. Jamais, dans aucun cas, l'on n'avait vu la femme pouvoir aliéner ses immeubles sans autorisation maritale ; et pour les meubles, le pouvoir de les aliéner reconnu par la doctrine à la femme séparée, est restreint par la jurisprudence à la limite des besoins de son administration.

II. — Aussi cette disposition de la loi a-t-elle été l'objet d'une discussion importante devant le Sénat (1) ; mais elle a été nécessaire pour suivre jusqu'au bout le principe qui domine la réforme, pour permettre à la femme qui a constitué un pécule en vue de l'avenir, de le réaliser rapidement, sans entrave et sans formalités, si la situation du ménage l'exige.

Au surplus, puisqu'ils'agissait de réforme et d'adaptation du Code à des exigences nouvelles, le législateur n'a-t-il pas eu raison de se montrer hardi et de faire incidemment dans sa réforme, l'application de l'idée nouvelle qui tend à faire disparaître la vieille distinction établie par le Code, quant à leur valeur respective, entre les meubles et les immeubles ?

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 623 et suiv.

Et en permettant à la femme d'aliéner indifféremment meubles ou immeubles, ne lui a-t-il pas aussi par cela même facilité l'emploi de ses capitaux réservés au mieux de ses intérêts, sans qu'elle ait à rechercher lorsqu'une occasion se présente, si l'emploi en telle ou telle nature de biens ne lui sera pas une entrave pour l'avenir ?

III. — Ce pouvoir d'aliénation à titre onéreux donné à la femme s'étend à tous les modes d'aliénation de gré à gré ou aux enchères, qu'il s'agisse de vente proprement dite ou de transfert, échange, cession ou transport de créance.

IV. — Mais à titre gratuit, toute aliénation est interdite à la femme. Les auteurs des propositions laissaient à la femme la faculté d'aliéner à titre gratuit dans certains cas, par exemple pour l'établissement de ses enfants, ou encore pour faire des libéralités de minime importance. Ces dispositions n'ont pas été reproduites par le texte. « Quant aux dispositions à titre gratuit, a dit M. Guillier au Sénat (1), elles se présentent dans des conditions tout à fait exceptionnelles et nous ne les admettons qu'avec l'autorisation du mari ».

4. — *Obligations*

A. — PRINCIPE

I. — La femme qui a un pécule peut-elle s'obliger valablement sans l'autorisation de son mari ?

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 624.

La loi ne précise rien à ce sujet. Aussi en continuant de nous guider d'après le principe indiqué plus haut, dirons-nous qu'il ne faut accorder à la femme ayant un pécule la capacité de s'obliger sans l'autorisation de son mari, que dans une limite déterminée comme est déterminée celle relative à cette capacité accordée à la femme séparée de biens.

Sans parler des obligations délictuelles ou quasi-délictuelles, pour lesquelles la question ne se pose pas, car l'on sait que les incapables eux-mêmes, dès qu'ils ont le discernement de leurs actes, s'obligent pleinement par leurs délits, nous rappellerons que la femme séparée de biens, qui a uniquement l'administration de ses biens, ne peut s'obliger que dans la limite de son administration (1).

Suivant cette règle et sachant que la femme ayant un pécule a, comme la femme séparée de biens, l'administration de ce pécule, et en outre le pouvoir d'en faire emploi et celui de l'aliéner à titre onéreux, nous sommes d'avis que la femme mariée ayant un pécule peut s'obliger contractuellement, mais seulement dans la limite où l'obligation constitue un acte d'administration, un acte d'emploi ou un acte d'aliénation à titre onéreux du pécule.

II. — Peu importe qu'en vertu de la loi nouvelle la femme ait le pouvoir d'aliéner, car le pouvoir d'aliéner n'entraîne pas celui de contracter toute obliga-

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 1456. Cass., 5 mai 1829; D. 29. 1. 237; S. 29. 1. 181. Cas., 7 décembre 1830; D. 31. 1. 13; S. chr. 9. 1. 600.

tion ; de ce que la femme peut vendre ses biens réservés il ne faut pas conclure qu'elle peut souscrire toutes sortes d'engagements, peut-être à des conditions ruineuses.

III. — D'ailleurs, donner à la femme toute liberté de s'obliger, c'est-à-dire en somme toute liberté de contracter, c'est faire table rase de l'article 1^{er} de la loi, en ce qu'il concerne la détermination des pouvoirs de la femme. Pourquoi en effet le législateur n'eut-il pas alors dit tout simplement que la femme ayant un pécule a tous pouvoirs, sauf celui d'aliéner à titre gratuit ?

IV. — A l'encontre de l'opinion ci-dessus émise, on a voulu voir l'article 3 de la loi : les biens réservés, dit le paragraphe 1^{er} de l'article, pourront être saisis par les créanciers de la femme. Quels créanciers dit-on ? Tous, puisque la loi ne limite pas, donc tous les tiers avec lesquels la femme a contracté.

Nous répondrons qu'évidemment tous les créanciers de la femme pourront saisir ses biens réservés, mais encore faut-il qu'ils soient vraiment créanciers, c'est-à-dire que leur titre de créance soit valable, soit donc enfin s'il s'agit d'un contrat, que ce contrat ne soit pas nul ou annulable, par exemple pour défaut de capacité de la femme. La loi dit donc bien que les créanciers de la femme pourront saisir son pécule, mais elle ne dit pas à quelle condition les tiers seront créanciers ayant droit à exécution forcée.

La question reste donc entière.

V. — De même, en raisonnant par l'argument *a*

contrario, on a pu voir dans le dernier paragraphe du même article que la femme peut s'obliger et demeurer tenue sur son pécule, en dehors de la limite des droits que lui confère l'article 1^{er} de la loi, c'est-à-dire en dehors de la limite permise à la femme séparée de biens. La communauté, ni le mari, dit ce paragraphe, ne sont responsables des « obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais sans autorisation maritale ». On pourrait en conclure que le législateur a supposé que la femme pouvait agir en dehors de la limite indiquée, sans obliger, bien entendu la communauté ni le mari, mais en s'obligeant personnellement.

Nous ne partageons pas cette manière de comprendre le texte, et en nous tenant à l'opinion émise plus haut, et pour la même raison, c'est-à-dire qu'il serait absurde que le législateur après avoir déterminé la capacité de la femme dans l'article 1^{er} ait pu laisser ensuite supposer que cette délimitation put être outrepassée, nous dirons que le législateur a employé le mot « même » dans le paragraphe de l'article qui nous occupe, non pas pour laisser supposer *a contrario* la validité de tous les engagements de la femme, mais pour bien appuyer que la femme n'oblige pas le mari ni la communauté non seulement quand ses obligations sont nulles comme faites en dehors de sa capacité, mais *même* quand ses obligations sont valables en raison de ses pouvoirs nouveaux.

VI. — Dans ce dernier paragraphe de l'article 3, il faut remarquer que le législateur fait état du principe admis que la femme s'obligeant dans l'intérêt du ménage, c'est-à-dire contractant avec les tiers, soit pour achat de fournitures, soit en général pour tout ce qui est nécessaire à l'entretien du ménage, s'oblige non seulement elle-même sur son pécule et sur ses propres non réservés, mais oblige encore la communauté, si elle existe, et même les propres du mari. C'est une reconnaissance formelle par la loi de l'autorisation et du mandat tacites (1) qui résultent pour la femme du fait même du mariage, à l'effet de passer avec les tiers ces opérations nécessaires à l'entretien de la famille.

VII. — Enfin, il ne faut pas se méprendre sur le sens des mots. Nous avons entendu faire ce raisonnement : la femme mariée a sur son pécule des pouvoirs presque absolus, elle peut donc s'obliger dans la limite de son pécule, c'est-à-dire contracter toute obligation même étrangère à son pécule, mais avec cette réserve que les obligations de la femme n'engagent que le pécule.

Or la question n'est pas là. Ce n'est pas un gage pour les créanciers, c'est une capacité personnelle que nous voulons déterminer. Ce n'est pas parce que quelqu'un peut disposer d'un bien qu'il devient capable de contracter toute obligation, il faut un lien qui rende l'obligation valable en soi, et autre que celui

1. Voir Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 288.

du gage qui peut résulter de cette obligation, entre l'obligation contractée et le bien dont on dispose ; et ce lien consiste précisément en ce que l'obligation est contractée relativement au bien en question et dans la limite dans laquelle on a droit d'en disposer.

D'ailleurs une obligation, quand elle est valable, est exécutoire sur tout le patrimoine propre de l'obligé. Comment concevoir cette scission dans le patrimoine au point de vue du gage général des créanciers ?

Il y a à nos yeux dans ce raisonnement une double inexactitude résultant de la confusion de la capacité d'agir et du gage donné, confusion qui étend la capacité au delà de sa limite et restreint le gage en deçà de son étendue.

VIII. — Ainsi donc, et en nous résumant dirons-nous, que la femme ayant un pécule peut d'abord comme toute femme mariée contracter des obligations dans l'intérêt du ménage et qu'en outre elle peut valablement contracter sans autorisation les obligations qui constituent des actes d'administration, des actes d'emploi ou des actes d'aliénation à titre onéreux de son pécule.

Hors de là, l'autorisation maritale est nécessaire.

B. — APPLICATIONS

En s'en tenant strictement au principe qui vient d'être indiqué, il semble facile d'en faire l'application aux divers cas qui peuvent se présenter.

Toutefois certains cas, soit en raison de leur complexité, soit en raison des questions et discussions qu'ils ont soulevées au Parlement, demandent une explication particulière.

a) *Emprunt. Nantissement. Hypothèque. Cautionnement.*

I. — L'emprunt, qu'il soit pur et simple, comme la signature d'une simple reconnaissance de dette, ou qu'il soit accompagné de garanties comme un nantissement ou une hypothèque, ne nous paraît en aucun cas, pouvoir constituer un acte permis à la femme. Si favorables que puissent être les circonstances dans l'intérêt de la femme, qui peut par exemple avoir besoin de fonds pour faire des réparations urgentes, il nous paraît impossible de voir comment la loi de 1907 aurait autorisé la femme ayant un pécule à faire un emprunt ; à défaut d'une dérogation en ce sens, cet acte est resté dans la catégorie des actes de droit commun dont la validité est subordonnée à l'autorisation maritale.

II. — Et spécialement pour le nantissement et l'hypothèque, il ne faut pas croire que la faculté d'aliéner donnée à la femme emporte pour elle faculté de les engager ou grever d'hypothèque. Outre que, avons-nous dit, il faut se garder d'étendre au moyen de déductions une loi d'exception, la déduction elle-même serait mauvaise : autre chose en effet est d'aliéner un bien moyennant un prix déterminé, autre chose est de le livrer matériellement ou virtuellement

à un créancier pour un temps plus ou moins incertain, et au moyen d'actes qui peuvent avoir des conséquences parfois désastreuses et grosses de surprises.

III. — Cette opinion d'ailleurs est conforme à la jurisprudence qui en matière de dotalité refuse à la femme le droit d'hypothéquer ses immeubles dotaux, alors même que par son contrat de mariage elle s'est réservé la faculté « d'aliéner » lesdits immeubles (1).

IV. — La femme ne pouvant s'obliger elle-même par voie d'emprunt, sans autorisation maritale, ne peut sans autorisation, à plus forte raison, s'obliger pour cautionner un tiers ou même son mari, soit personnellement, soit hypothécairement.

b) *Mandat*

I. — La nouvelle loi a-t-elle apporté une modification dans les règles à suivre en ce qui concerne les mandats à donner ou à recevoir par la femme, ou spécialement en ce qui concerne les mandats entre époux ? Aucunement, et le pouvoir de donner mandat, qui n'est pas un pouvoir spécial mais plutôt un mode d'exercice de tous les pouvoirs, n'est jamais en lui-même atteint par les augmentations en restrictions de capacité. Les pouvoirs que l'on pourra transmettre seront augmentés ou restreints, mais le pou-

1. Cass., 25 janvier 1830. D. 30. 1. 32; S. 30. 1. 68. Cas., Chambres Réunies, 29 mai 1839; D. 39, 1. 219; S. 39. 1. 449; Cass., 1^{er} décembre 1868; S. 69. 1. 59.

voir de transmettre ses pouvoirs sera toujours invincible.

II. — Il est donc impossible de refuser à la femme, investie de certains pouvoirs, la faculté de transmettre si bon lui semble ses pouvoirs à un tiers, voir même à son mari, qui les exercera en son lieu et place. Aussi est-il étonnant d'avoir vu M. Viollette, dans son rapport à la Chambre des députés (1), affirmer qu'un semblable mandat serait contraire au statut matrimonial qui est imposé à la femme en vertu de l'article 1^{er}, et refuser à la femme le pouvoir de déléguer à son mari le droit de toucher son salaire et celui de l'administrer. Le rapporteur voulait évidemment assurer la protection de la femme et la mettre de force à l'abri des entreprises du mari. Mais un mandat n'est-il pas essentiellement révocable ? Et le statut matrimonial est-il modifié et le mandant se dépouille-t-il vraiment de ses pouvoirs lorsqu'il les confie temporairement à un tiers ou à son conjoint qui les exercera non pas en son nom propre, mais au nom du mandant même ? (2)

III. — Pour ce qui est de recevoir pouvoir d'un tiers, la situation n'est pas non plus modifiée. La femme comme tout incapable peut recevoir un mandat, et l'exécuter en obligeant valablement son mandant envers le tiers contractant, mais sans s'obliger

1. *Journal officiel*. Annexe 1128, Chambre des députés, p. 8.

2. Voir Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. II, n° 2240 bis.

elle-même vis-à-vis du mandant, même si elle possède un pécule, car cette obligation qui dériverait de l'acceptation d'un mandat pour exercer les droits d'un tiers, ne peut constituer pour la femme un acte ayant trait à son pécule.

c) *Acceptation de successions, de donations ou legs. — Partages*

Enfin, notons encore que le droit d'accepter une succession, ou une donation ou un legs, de même que le droit de procéder à un partage sans l'autorisation du mari, ne peuvent résulter de la loi nouvelle pour la femme ayant un pécule. Les obligations résultant de ces actes ne concernent pas en effet le pécule, et en conséquence ne peuvent aucunement rentrer dans la catégorie de celles ci-dessus déterminées permises à la femme.

5. — *Actions en justice*

L'article 6 de la nouvelle loi donne à la femme le pouvoir d'ester en justice sans autorisation dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par ladite loi, c'est-à-dire qu'elle peut soit intenter une action, soit y défendre devant toute juridiction, lorsqu'il s'agit de son pécule. Mais dans toutes contestations qui concerneraient des biens non réservés, le droit commun subsiste et l'autorisation est nécessaire.

3^o SITUATION SPÉCIALE DE LA FEMME COMMERÇANTE

I. — Toutes les femmes ayant un pécule sont appelées à bénéficier de l'extension de capacité ci-dessus déterminée, et cette capacité est invariable pour toutes, c'est-à-dire que, quel que soit le régime adopté, toutes les femmes ont les mêmes pouvoirs relativement à leur pécule. Ces pouvoirs ne peuvent être ni augmentés, ni diminués, car dans le premier sens ce serait étendre la réforme au delà de ses limites et au détriment du principe de l'autorisation maritale qui demeure la règle d'ordre public en dehors de l'exception apportée par la nouvelle loi ; et dans le second sens, ce serait restreindre la portée de la réforme qui est aussi elle-même d'ordre public, comme nous le verrons en fin de cette étude.

II. — Toutefois, il est un cas où, par définition, la femme possède un pécule et où elle a, sur une catégorie de biens qui peut coïncider avec son pécule, des pouvoirs plus étendus que ceux indiqués plus haut.

C'est le cas de la femme commerçante, qui pour avoir cette qualité doit exercer un commerce séparé de celui de son mari, et se trouve par conséquent dans les conditions voulues pour se constituer des biens réservés.

La femme commerçante a une capacité presque entière. Elle peut louer, vendre, acheter, accepter des

traites, emprunter, s'obliger de toute façon, aliéner même ses immeubles et les hypothéquer. Les seuls actes qui lui soient interdits sont de plaider sans autorisation et de former une société commerciale. Cette extraordinaire capacité n'est toutefois donnée à la femme que pour ce qui concerne son négoce, l'autorisation restant nécessaire pour tous actes étrangers à son commerce (1).

III. — Dans le cas où les biens réservés de la femme et ceux de son négoce se confondent, dans le cas par exemple où elle s'est acquis un commerce au moyen de deniers lui appartenant à titre de biens réservés, la femme a pour ce qui concerne son commerce, c'est-à-dire alors pour tout ce qui a trait à son pécule, non pas seulement la capacité de la loi de 1907, mais aussi celle de la femme commerçante.

Elle pourra donc louer sans limitation, vendre même ses propres, et contracter toute obligation, non seulement si cette obligation constitue un acte d'administration, d'emploi ou d'aliénation de son pécule, mais même si elle constitue tout autre acte, pourvu toutefois que cet acte concerne son pécule d'une manière quelconque.

D'autre part, la femme pourra en vertu de la nouvelle loi, ester en justice sans autorisation relativement à son commerce.

IV. — Ainsi donc la femme cumulera les pouvoirs

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 276.

de la loi de 1907 et ceux du Code de commerce, si le pécule et son négoce se confondent, et au cas contraire, elle aura à faire application, chacune dans leur ressort distinct, de la capacité résultant du Code de commerce et de celle résultant de la nouvelle loi, de même que la femme non commerçante peut être appelée à faire application dans des ressorts distincts de la capacité résultant de son régime matrimonial sur ses propres non réservés, et de celle à elle donnée sur son pécule.

§ 2

Usage que la femme doit faire de ses pouvoirs et obligation de contribuer aux charges du ménage. — Retrait de pouvoirs en cas d'abus.

1. — Usage des pouvoirs et obligation de contribuer aux charges du ménage

I. — L'article 2 de la loi indique l'usage que la femme doit faire de ces pouvoirs. Ces pouvoirs, dit le texte, sont « conférés dans l'intérêt du ménage ».

Par conséquent en constituant son pécule et en l'administrant, la femme ne doit pas poursuivre un intérêt personnel, en cherchant par exemple à se constituer indirectement un patrimoine qui pourra peut-être lui demeurer propre, ou encore en cherchant à satisfaire des caprices personnels au moyen de sommes laissées à sa disposition. Elle ne doit même pas, le

cas échéant, viser l'intérêt particulier de son mari. Le seul but qu'elle doit avoir en vue, c'est l'intérêt du ménage, c'est-à-dire l'intérêt de tous deux réunis, l'intérêt d'eux-mêmes et de leurs enfants vivant avec eux, constituant la famille au sens restreint du mot.

C'est l'intérêt du ménage, aperçu surtout en cas de dissipation ou de paresse du mari qui a ému le législateur et valu la réforme ; aussi est-ce cet intérêt que la femme doit poursuivre pour remplir l'intention du législateur, et ce, tout d'abord en subvenant spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage ainsi que le prescrit l'article 7 de la loi.

II. — Nous nous étendrons peu sur cette obligation pour la femme de contribuer aux charges du ménage, obligation qui constitue toute la seconde partie de la loi de 1907.

Cette matière s'écarte en effet de l'étude que nous nous sommes proposée ; toutefois il est indispensable d'en dire incidemment quelques mots, puisque pour la femme cette contribution est nécessitée par la nouvelle situation qui lui est faite, puisqu'elle est la condition du libre exercice de ses pouvoirs.

Donnant à la femme des droits nouveaux, il était nécessaire de préciser les devoirs corrélatifs qui en résultaient ; et ayant sanctionné pour la femme ces devoirs corrélatifs, il était nécessaire de sanctionner de même pour le mari l'obligation de subvenir aux charges du ménage. Il eut été inique de permettre à la femme de dissiper ses gains sans réserver le moyen de la contraindre à participer aux charges de la

famille ; mais il eut été injuste également de créer ce moyen de contraindre la femme et de laisser subsister au profit du mari ce droit excessif dont on voulait priver la femme.

Aussi le législateur s'est-il trouvé obligé dans la seconde partie de la loi de légiférer à la fois pour les deux époux.

L'article 7 de la loi édicte donc formellement que chaque époux doit contribuer « spontanément » et « dans la mesure de ses facultés » aux charges du ménage. Cette obligation consiste-t-elle pour la femme à verser sa part contributive au mari, ou à la dépenser pour les besoins du ménage ? Nous pensons que les deux modes de libération sont bons, car si le premier est plus juridique, le mari étant chef du ménage, le second mode doit également être admis en vertu du mandat tacite reconnu à la femme de s'obliger et de payer pour les besoins du ménage, mais seulement alors en accord avec le mari qui peut, comme l'on sait, retirer ce mandat.

III. — La sanction de cette obligation pour chaque époux consiste dans le pouvoir réciproque donné à chacun d'eux de « saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins » après autorisation préalable du juge de paix du domicile du mari.

La procédure est extrêmement simple : la citation devant le juge de paix est faite « par un simple avertissement du greffier en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste ». Et la signification du juge-

ment rendu « faite aux conjoints et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure ».

2. — *Retrait des pouvoirs*

I. — Nous venons de voir que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de 1907 reçoivent une exception importante du fait que le mari, dans le cas prévu par l'article 7 peut saisir-arrêter et toucher les gains de la femme. Une exception encore plus importante est constituée par l'article 2 qui dispose qu'en cas d'abus de ses pouvoirs par la femme, le mari pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie.

Le même article précisant que les pouvoirs de la loi nouvelle sont conférés à la femme dans l'intérêt du ménage, il faut entendre qu'il y a abus toutes les fois que la femme vise dans ses opérations un autre intérêt, toutes les fois que par des dépenses excessives ou des dilapidations elle viendrait nuire à l'intérêt du ménage pour lequel est constitué son pécule.

Mais fallait-il aussi considérer comme abus des actes de mauvaise administration résultant d'imprudence ou d'inexpérience ? Le législateur n'a pas voulu laisser la question dans le doute, et craignant le pouvoir discrétionnaire absolu qui eût résulté pour les tribunaux d'une expression trop vague, il a précisé que par abus il entendait « notamment les cas de dis-

sipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion » (1). On voit que par l'emploi du mot « notamment », l'énumération ci-dessus est énonciative et non pas limitative. Les juges auront donc tout d'abord à voir si l'intérêt du ménage est mis en péril et il y aura abus bien caractérisé si ce péril provient de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, sans toutefois que ces sources de péril soient les seules possibles.

II. — Nous avons vu plus haut que la contribution aux charges du ménage a été imposée avec égalité à chaque époux et que le droit de saisie-arrêt a été donné réciproquement et aussi avec égalité absolue à l'un et à l'autre. La loi nouvelle a donc, à ce point de vue, modifié la situation antérieure du mari, non seulement sur les produits du travail de sa femme, mais aussi sur les produits de son propre travail.

La faculté donnée au mari de faire prononcer le retrait des pouvoirs de la femme ne rencontre pas la même contre-partie pour la femme envers le mari. S'il était bon en effet de pourvoir à la subsistance de la famille au cas où le mari refusait d'y contribuer, ce qui en somme constitue dans une certaine limite retrait du pouvoir du mari de toucher son gain et attribution de ce pouvoir à la femme, il était impossible d'aller plus loin dans cette voie et de renverser davantage les rôles à l'encontre des principes du Code civil. Toutefois cette faculté n'est pas une innovation

1. Voir discussion au Sénat. *Journal officiel*. Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 626.

complète et exclusivement réservée [au mari ; elle a une sorte d'équivalent d'une nature tout autre et d'une portée beaucoup plus grande il est vrai, dans celle donnée à la femme de demander la séparation de biens si elle est mariée sous un autre régime, lorsque sa dot ou ses reprises, et non pas l'intérêt du ménage, sont mises en péril.

III. — Le retrait des pouvoirs de la femme peut être, selon les circonstances, total ou partiel. Il peut même être limité à un seul acte déterminé sous forme d'opposition que le mari peut être autorisé à faire à cet acte.

C'est le tribunal civil du domicile des époux, c'est-à-dire du domicile du mari qui est compétent pour connaître de l'action en retrait. Il statue en chambre du conseil, en présence de la femme ou elle dûment appelée, le ministère public entendu. Le jugement rendu est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution. S'il s'agit pour le mari de s'opposer seulement à un acte que la femme se propose de passer avec un tiers, il suffit d'une ordonnance de référé rendue sur requête par le président du tribunal pour l'autoriser ; et l'opposition ainsi faite, en vertu de l'ordonnance, suffit pour retirer à la femme le pouvoir de passer l'acte.

IV. — Si « la situation respective le justifie », dit l'article 10 de la loi, le jugement qui a autorisé le retrait des pouvoirs, comme celui qui a autorisé la saisie-arrêt, peut être modifié même après être passé en force de chose jugée. Il est naturel en effet de réta-

blir l'ordre voulu par le législateur et de restituer à la femme les pouvoirs qu'on lui a conférés, si par exemple les abus prévus par l'article 2 ne sont plus à craindre ou si encore le mari dissipe à son tour les produits du travail de sa femme. L'analogie existe lorsque après séparation de biens judiciaire, les époux rétablissent leur régime matrimonial primitif. Toutefois ici le rétablissement du régime primitif se fait conventionnellement, tandis que pour restituer à la femme les pouvoirs dont elle a été privée, il faut, à défaut d'indication spéciale dans la loi, un nouveau jugement rendu cette fois à la demande de la femme, dans la même forme que celui qui a prononcé le retrait.

V. — Mais, au sujet du retrait des pouvoirs et de leur restitution à la femme, le point capital si l'on peut dire, a été complètement mis de côté par le législateur de 1907. La capacité d'une personne en effet n'intéresse pas seulement cette personne, elle intéresse surtout et même beaucoup plus que cette personne, les tiers qui sont appelés à contracter avec elle.

Or la séparation de biens judiciaire et le rétablissement conventionnel du régime primitif ont été soumis par les rédacteurs du Code à une grande publicité.

Le retrait et la restitution des-pouvoirs de la femme restent sinon dans le secret, tout au moins dans le silence absolu.

C'est une question qui ne modifie pas les rapports des époux, mais qui intéresse la situation des tiers vis-à-vis des époux. Nous y reviendrons donc plus tard à propos de la situation des tiers.

VI. — Enfin il y a lieu de faire observer que le retrait des pouvoirs de la femme infirme seulement son droit de gestion du pécule, mais qu'il laisse intact la constitution même du pécule.

Ce retrait de pouvoirs ne replace pas la femme dans la situation antérieure à la loi de 1907. Les gains et salaires de la femme forment en ce cas entre les mains du mari, seul alors chargé de leur administration, une masse à part dont il est comptable vis-à-vis de sa femme.

Il doit en effet, si sa femme est remise en possession de son droit de gestion, lui restituer son pécule qui a continué à se constituer et à grossir sous sa propre administration

Et de même sous le régime de la communauté les gains et salaires acquis par la femme après retrait de ses pouvoirs ne tombent pas définitivement en communauté, mais ils continuent au contraire de faire partie du pécule qui conserve son individualité et qui devra être restitué à la femme en cas de renonciation ainsi que la faculté lui en est réservée.

§ 3

Intervention du mari dans la gestion du pécule

Il peut arriver que le mari intervienne dans la gestion des biens réservés de sa femme. Celle-ci en effet, malgré les pouvoirs que lui confère la loi, peut lais-

ser en fait à son mari la gestion de son pécule ; ou bien encore, après avoir commencé à s'en occuper elle-même, elle peut s'en fatiguer devant la difficulté des affaires ou devant les autres soins et les autres devoirs qu'elle a à remplir dans son foyer.

Les questions que peut soulever cette intervention sont nombreuses, mais elles peuvent se ramener aux deux principales suivantes :

Quels sont les droits de la femme contre son mari qui intervient ou qui est intervenu dans la gestion de son pécule ?

Quelle est la validité des actes faits par le mari, en ce qui concerne le pécule de sa femme ou quels sont les droits des tiers qui ont ainsi contracté avec lui ?

La loi de 1907 est muette à ce sujet. Le Code civil a prévu le cas d'immixtion du mari dans la gestion des biens propres de sa femme sous le régime de la séparation de biens et sous le régime dotal. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de procéder par analogie et d'appliquer d'une manière invariable les règles du Code toutes les fois que le mari se sera immiscé dans la gestion du pécule. Il faut conserver aux textes leur portée rigoureuse et résoudre alors la question par l'application des principes généraux, en tenant compte de la qualité d'époux des parties en cause, de leur régime matrimonial et des textes du Code lorsqu'on se trouve dans le cas prévu.

I. — *Droits de la femme contre son mari*

I. — La femme peut avoir à réclamer à son mari qui est intervenu dans la gestion de son pécule, soit la gestion même, c'est-à-dire la possession, pour les gérer et en disposer selon ses pouvoirs, des biens, droits et sommes que celui-ci se trouve ou doit se trouver détenir, soit dans certains cas le pécule lui-même, c'est-à-dire la propriété de ces biens, droits et sommes qui se trouvent ou doivent se trouver en la possession du mari.

Elle ne peut revendiquer, au cours du mariage ou au cours de la communauté, que la simple possession, si le pécule ne lui appartient pas en propriété ; si elle en est au contraire propriétaire, elle peut revendiquer et la possession et la propriété.

A la dissolution du mariage ou à la dissolution de la communauté, elle peut de même revendiquer et la possession et la propriété si le pécule lui appartient ; si le pécule dépend de la communauté et si elle accepte la communauté, elle ne peut alors rien réclamer.

II. — La question de savoir si le pécule appartient ou non à la femme en propriété sera étudiée dans le chapitre suivant. Mais qu'elle revendique la possession ou la propriété, sa réclamation doit-elle comporter des limites ?

C'est ici qu'il faut tenir compte du régime matrimonial et de la qualité d'époux des parties en cause,

soumis notamment comme nous l'avons vu plus haut, à l'obligation de contribuer aux charges du ménage.

En vertu des principes généraux, le mari comme tout mandataire, s'il a un mandat exprès, ou comme tout gérant d'affaires, s'il a agi sans mandat, doit compte de toutes les sommes encaissées, et doit restitution de tous les biens, sommes et droits qu'il détient au jour de la réclamation de sa femme.

Mais en raison de la qualité d'époux des parties en cause, il y a lieu de distinguer, en ce qui concerne le compte à rendre des sommes encaissées, les capitaux et les revenus. S'il y a eu mandat exprès de la femme, on devra évidemment s'y référer pour connaître et exécuter les conventions, mais en l'absence de mandat exprès, ou faute de convention spéciale à ce sujet, on doit admettre que le mari n'est comptable des revenus que déduction faite de la part contributive de la femme, part à fixer amiablement ou judiciairement, et dont il peut invoquer la compensation.

Enfin en vertu des textes spéciaux du Code civil, nous ajouterons que spécialement sous le régime de séparation de biens et sous le régime dotal, si le mari a agi sans opposition de sa femme, il est dispensé de plein droit, en vertu des articles 1539 et 1578, de faire compte des revenus ; et que par contre, sous ces mêmes régimes, si le mari a agi malgré l'opposition constatée de sa femme, il doit compte intégral de tous les revenus, sans pouvoir demander la compen-

sation de somme égale à la part contributive de la femme (1).

III. — Notons encore que l'article 1450 qui rend le mari responsable même de sommes qu'il peut ne pas avoir touchées, conserve son application restreinte au régime de la séparation de biens. L'on sait qu'en vertu de cet article, le mari est responsable du prix non employé de la vente d'un immeuble de la femme, que cet immeuble fasse ou non partie du pécule, si la vente a été faite en sa présence et de son consentement (2).

2. — *Validité des actes du mari
et droits des tiers*

En ce qui concerne la validité des actes relatifs au pécule de la femme, passés par le mari, et le droit des tiers à l'exécution de ces actes, on peut distinguer trois cas, selon la façon dont le mari est intervenu dans la gestion.

I. — Si le mari a agi en vertu d'un mandat, il y aura lieu d'appliquer les principes généraux du mandat, que nous n'avons pas à exposer ici.

II. — S'il a agi sans mandat, mais au nom de sa femme, on appliquera les règles de la gestion d'affaires, si le mari est intervenu à l'occasion d'un bien ou

1. Voir Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, tome III, n° 1461.

2. *Id.*, n° 1462.

d'un droit déjà acquis, ou celles de la stipulation pour autrui, s'il est intervenu à l'effet de faire acquérir un droit nouveau, règles qui sont également hors du domaine de cette courte étude.

En dehors de l'application des principes généraux, on peut toutefois remarquer dans ces deux cas que la qualité de mari peut suffire à valider l'acte par lui fait, alors que passé par un tiers au nom de la femme il eût été nul : c'est le cas où la femme elle-même eût été incapable de passer l'acte sans l'autorisation de son mari. Ainsi l'on peut supposer que le mari a vendu au nom de sa femme un immeuble à elle propre, ou même un immeuble de communauté, comme faisant partie du pécule, et il se trouve qu'en réalité l'immeuble n'était pas un bien réservé. L'acte ainsi fait par un tiers mandataire de la femme serait nul, cette dernière ne pouvant vendre dans ces conditions sans l'autorisation de son mari, mais on peut admettre au contraire que la passation de l'acte par le mari, dans ces mêmes conditions vaut de sa part autorisation suffisante pour valider la vente.

III. — Enfin le troisième cas est celui où le mari a agi sans mandat et en son propre nom, s'il a par exemple passé bail en son nom d'un immeuble faisant partie du pécule de sa femme.

Ainsi passé par un tiers, l'acte serait évidemment dépourvu de validité. Passé par le mari, nous admettons la même solution si le pécule appartient en propre à la femme ou vient à lui appartenir en propre par suite de sa renonciation à la communauté. Mais passé

par le mari alors que le pécule dépend de la communauté et vient définitivement à en faire partie par l'acceptation de la femme, ne peut-on dire que cette acceptation de la communauté par la femme vaut de sa part ratification de l'acte ? En acceptant la communauté, elle se soumet aux obligations de communauté contractées par son mari, c'est-à-dire donc à celle contractée sur le pécule par le mari. Dans ce cas d'ailleurs, le pécule rentre dans le gage des créanciers du mari et peut être soumis à la poursuite du tiers qui a contracté avec lui.

L'attribution du pécule qui peut être faite au mari ou à la femme ne nous paraît pas devoir appuyer ou modifier cette solution puisque l'acte passé par le mari tient sa validité de l'acceptation même de la femme.

Toutefois aucun doute ne nous semble possible si le pécule ou le bien du pécule sur lequel le mari a contracté lui est définitivement attribué par le partage. En raison de l'effet rétroactif du partage le bien dont il s'agit est censé avoir toujours appartenu au mari et l'acte passé par ce dernier est alors rétroactivement validé.

CHAPITRE III

PROPRIÉTÉ DU PÉCULE

GÉNÉRALITÉS

I. — Nous avons vu jusqu'à présent en quoi consiste le pécule, comment il est constitué, qui est chargé de la gestion de cette catégorie de biens, et quelle étendue de pouvoirs comporte cette gestion.

Un point capital reste à élucider : A qui appartient le pécule.

Il ne s'ensuit pas en effet de ce que la femme a sur ses biens réservés des pouvoirs si étendus qu'elle peut en disposer sans compte à rendre, que ces biens lui appartiennent en propre. Sauf les cas qu'elle a spécialement modifiés, la loi de 1907 n'a pas eu pour objet de déroger aux principes du Code en ce qui concerne la propriété des biens des époux.

M. Guillier disait au Sénat lors de la première déli-

bération (1), que la nouvelle loi respecte les règles générales communes à tous les régimes et dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi (2), M. Gourju s'exprime ainsi : « les produits du travail et de l'industrie personnelle de la femme suivront en ce qui concerne la propriété, les règles ordinaires du régime sous lequel les époux sont mariés, c'est-à-dire qu'ils seront communs sous le régime légal et les différents régimes de communauté, et qu'ils seront propres à la femme sous les autres régimes ».

II. — Nous verrons toutefois que la nouvelle loi a institué une dérogation importante aux règles du Code sous le régime de la communauté. Une dérogation sous le régime dotal a été indiquée par M. Gourju lors de la première délibération devant le Sénat ; mais il faut remarquer que le fait signalé par M. Gourju ne constitue une dérogation en ce qui concerne la propriété du pécule que si l'on part, comme lui, d'une théorie qui est vivement controversée ; nous y reviendrons plus loin.

III. — Les principes dont la nouvelle loi a voulu faire application sont clairement énoncés dans son article 5, qui prévoit séparément les cas de communauté ou société d'acquêts et les cas de non-communauté, ni société d'acquêts.

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 621.

2. *Journal officiel*. Annexe 304. Sénat 1906, p. 13.

§ 1^{er}

Cas de communauté ou de société d'acquêts

S'il y a communauté ou société d'acquêts, la propriété des biens réservés est incertaine jusqu'au jour de la dissolution de la communauté ou de la société d'acquêts ; elle dépend en effet de l'option de la femme selon qu'elle accepte la communauté ou société d'acquêts ou qu'elle y renonce. Nous examinerons donc séparément chacune de ces deux éventualités.

Dans le cours des développements qui vont suivre à ce sujet, nous n'emploierons que le mot communauté, mais il est entendu que nous y comprenons celui de société d'acquêts, tout ce que nous dirons pour la communauté s'appliquant à la société d'acquêts.

1^o ACCEPTATION DE LA COMMUNAUTÉ

I. — Si la femme accepte la communauté, il y a lieu d'appliquer les règles du Code civil, c'est-à-dire que les biens réservés font partie de la communauté. En ce cas la communauté conserve son intégralité, absorbant à la fois les gains du mari et ceux de la femme. Elle aura eu au cours de sa durée, en vertu de la nouvelle loi, deux administrateurs au lieu d'un, exerçant chacun ses pouvoirs sur des portions déterminées. mais la composition de sa masse reste la même.

II. — Lors de la liquidation, la femme doit donc apporter et faire comprendre à la masse active de communauté son pécule, tel qu'il existe au jour de la dissolution sans compte à faire de sa gestion antérieure audit jour de la dissolution.

Les dépenses faites par la femme constituent en effet un passif de communauté au même titre que les recettes constituent un actif, la nouvelle loi ne rendant pas en effet purement personnel à la femme le passif né à raison de son pécule.

Et ces dépenses faites par la femme au cours du mariage se trouvent donc supportées par la communauté, par le fait même que les recettes au moyen desquelles elles ont été faites ne sont pas comprises à l'actif, puisque celui-ci ne comprend, avons-nous dit, que le solde et les biens du pécule subsistant au jour de la dissolution.

Mais il faut toutefois remarquer que si la femme a fait une dépense qui ne doit pas être supportée par la communauté, c'est-à-dire qui donne lieu à récompense, elle doit faire cette récompense selon les règles ordinaires du Code, puisqu'elle ne peut tirer aucun profit personnel ni améliorer ou augmenter ses propres au moyen de son pécule et encore puisque ce pécule appartient à la masse commune.

III. — Quant au passif non payé grevant le pécule au jour de la liquidation, nous verrons plus loin qu'il comprend non seulement des dettes qui doivent être mises à la charge de la communauté, mais encore des dettes qui doivent être supportées personnellement

par la femme, son pécule faisant le gage commun de tous ses créanciers.

Il serait donc erroné de dire que dans la liquidation il faut porter en passif de communauté tout le passif grevant le pécule. De même en effet que pour les dépenses faites au cours de la communauté, il y a lieu pour la femme de faire récompense de celles devant être par elle supportées personnellement, de même il ne faut porter à la masse passive de communauté que les dettes à supporter par la communauté, laissant les autres à la charge propre de la femme. Et encore faut-il ajouter, comme nous le verrons aussi plus loin, que le mari n'étant responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes contractées par sa femme autrement que dans l'intérêt du ménage, les dettes de la femme à raison de son pécule et non contractées dans l'intérêt du ménage, même si, selon les principes elles doivent être supportées par la communauté, ne peuvent néanmoins être portées à cette masse qu'à concurrence de l'actif du pécule apporté par la femme.

Autrement apportant un passif supérieur à son actif, la femme ferait en définitive supporter par les biens ordinaires de communauté, et par contre-coup par les biens propres du mari, un solde débiteur dont ces biens ne sont pas tenus. Ce serait protéger le mari pendant le cours de la communauté, et le mettre à la merci de toutes les obligations de sa femme par le fait de l'acceptation de la communauté, acceptation contre laquelle il n'a aucune défense.

Ce serait un calcul pour la femme surchargée de passif, d'accepter la communauté, même mauvaise, si elle est toutefois proportionnellement moins mauvaise que le pécule, de manière à favoriser ses créanciers en les payant ou en les faisant concourir avec les créanciers du mari, non seulement sur la part de communauté à elle attribuée, mais sur l'intégralité même de la communauté.

Il faut donc dire que le passif grevant le pécule, défalcation faite tout d'abord des dettes devant demeurer propres à la femme, ne peut être compris au passif de communauté, à moins qu'il ne s'agisse de dettes contractées dans l'intérêt du ménage, qu'à concurrence du montant des biens réservés mis par la femme en actif de communauté.

C'est en quelque sorte un bénéfice institué par la nouvelle loi au profit de la communauté, et par contre-coup au profit du mari, puisque en cas d'insuffisance il est tenu des dettes de communauté sur ses biens personnels, analogue au bénéfice d'émolument accordé par le Code à la femme acceptante.

A la dissolution de la communauté, la femme a une double protection : elle peut renoncer ; ou bien si elle accepte, elle n'est tenue des dettes de communauté que jusqu'à concurrence de son émolument. Le mari, lui, ne peut empêcher l'entrée du pécule actif et passif en communauté par l'acceptation de la femme, mais tout au moins n'étant tenu ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes de communauté du chef de la femme à raison de son

pécule, il n'en est tenu que sur les biens réservés eux-mêmes, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de l'émolument du pécule.

IV. — Aussi pensons-nous qu'en cas d'acceptation de la communauté par la femme, il est bon de liquider la communauté en deux parties : la première comprenant les masses active et passive de communauté comme s'il n'existait point de pécule, et la seconde comprenant l'actif du pécule et le passif de communauté du chef de la femme ayant agi sans autorisation à raison de son pécule et non dans l'intérêt du ménage.

Si la seconde partie de la communauté présente un reliquat actif, on peut alors fusionner les balances des deux parties et procéder à la fixation des droits des copartageants comme à l'ordinaire ; mais si le pécule présente un solde débiteur, ce solde doit être mis à la charge personnelle de la femme.

V. — Enfin les attributions des biens ordinaires de communauté et de ceux provenant du pécule ne sont soumises à aucune règle spéciale.

Toutefois dirons-nous qu'il est toujours prudent, surtout au cas où le pécule présente un solde débiteur, de comprendre les biens qui le composent dans le lot de la femme, en raison du droit de poursuite que peuvent avoir tous les créanciers de la femme sur les biens provenant du pécule, même après leur attribution au mari ; droit sur lequel nous aurons à revenir.

2^o RENONCIATION A LA COMMUNAUTÉ

PRINCIPE

I. — C'est au cas de renonciation à la communauté que se produit l'innovation de la loi de 1907.

Antérieurement en effet, au cas de renonciation, la femme perd tout droit à la communauté qui devient exclusivement la propriété du mari. Désormais, ce principe reçoit une exception. En vertu du paragraphe 2 de l'article 5, si la femme renonce à la communauté, elle garde ses biens réservés.

II. — Le législateur a estimé avec raison que cette prérogative exceptionnelle était nécessaire pour compléter la réforme. En cas de mauvaise communauté, par suite peut-être des abus ou des dissipations du mari, il eût d'abord été pénible pour la femme lors de la dissolution, de se trouver dans la nécessité soit de courir les risques de l'acceptation pour conserver peut-être un peu de son pécule, soit de renoncer à la communauté, mais en même temps d'abandonner définitivement ce qui est sans doute le plus net de ses ressources, ce qu'elle a amassé de son labeur personnel.

Et ensuite, qui en définitive eût profité de cette renonciation, ou mieux, qui eût acquis sur le pécule des droits nouveaux en raison de cette renonciation ?

Dans le système du Code, la communauté entière répond de toutes les dettes de la communauté et de

toutes les dettes du mari. Nous verrons au contraire plus loin, que le pécule, même lorsqu'il fait partie de la communauté, ne répond pour le mari, et dans certains cas seulement que des dettes contractées par lui dans l'intérêt du ménage. En cas de renonciation avant la nouvelle loi, personne ne se trouvait investi de droits nouveaux sur les gains de la femme, puisqu'ils étaient déjà entièrement englobés dans le gage de tous les créanciers du mari ou de la communauté.

Mais sous le régime de la nouvelle loi, sans l'exception apportée par le législateur, il y eut eu une catégorie de créanciers qui, rétrospectivement, eussent été mis en possession de droits d'exécution sur lesquels ils n'auraient jamais dû compter. Ce sont les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans un intérêt autre que celui du ménage, ceux-là même auxquels la loi refuse toute action sur les biens réservés, qui eussent en définitive profité de la renonciation de la femme. C'eût été une grave lacune !

III. — Si elle renonce à la communauté, la femme conserve donc son pécule. Mais dans quelle mesure ? Il y a lieu de rechercher si la femme garde simplement les biens réservés dont elle est en possession au jour de la dissolution ou si elle exerce un véritable droit de reprise à titre de propres de ses gains et salaires et du pécule qu'elle s'est constitué. Il faut voir ensuite de quelles dettes le pécule doit rester grevé, tant au point de vue du droit de poursuite des créanciers, qu'au point de vue de la contribution entre époux. Puis nous verrons que la faculté ainsi

accordée à la femme l'est également à ses héritiers en ligne directe.

1. — *Droit de reprise du pécule*

I. — La nouvelle loi s'est servie d'une expression qui laisse le champ libre à l'interprétation, et qui n'a fait l'objet d'aucune discussion ni d'aucune remarque devant les Chambres. Toutefois l'interprétation à donner, ou l'esprit de la loi, peuvent se dégager des paroles des rapporteurs.

La femme renonçante « gardera » ses biens réservés, dit le texte. Nous venons de nous poser la question que soulève l'emploi de ce mot. Pourquoi le législateur en effet ne s'est-il point servi des termes consacrés par le Code en pareil cas dans les articles 1470 et suivants ?

Est-ce intentionnellement pour dire que la femme garde purement et simplement son pécule tel qu'il existe au jour de la dissolution, sans compte à faire, sans aucunement revenir sur le passé, ou n'est-ce pas plutôt parce que la loi a été rédigée avec cette idée que la femme au jour de la dissolution se trouve normalement en possession de son pécule, sans avoir fait au cours de la communauté d'opérations qui en aient altéré la constitution ou tout au moins si elle a fait de telles opérations, sans en avoir immédiatement fait la contre-partie, de manière à être restée toujours en possession de l'intégralité de son pécule ?

En ce cas donc la femme garde son pécule parce qu'elle doit effectivement en être en possession et elle le garde tel qu'il est parce que normalement elle n'a rien dû faire ou rien dû laisser subsister qui donne lieu à un compte. Mais l'expression ne fait pas antithèse à celle de reprise. La femme reprend son pécule au sens juridique du mot.

C'est cette interprétation que nous admettrons.

Dans son exposé des motifs (1), M. Gourju disait textuellement en parlant des biens réservés : « ces biens échappent, par la reprise en cas de renonciation, au droit de gage des créanciers personnels du mari... » et la rédaction de sa proposition (2), qui a été modifiée plutôt semble-t-il pour la disposition d'ensemble que pour l'emploi précis du mot propre, était la suivante : « Toutefois la femme ou ses héritiers auront le droit d'en exercer la reprise (des biens réservés), en renonçant à la communauté... »

Enfin M. Guillier, dans son rapport au Sénat (3), s'exprime en ces termes à propos de la prérogative accordée à la femme en cas de renonciation : « Cette faculté n'est point inconciliable avec un régime de communauté, puisque le Code civil lui-même, dans l'article 1514 prévoit une stipulation analogue, grâce à laquelle la femme renonçante peut reprendre son apport franc et quitte. Le projet assimile le produit

1. *Journal officiel*. Annexe 304. Sénat, 1906, p. 16.

2. *Journal officiel*. Annexe 304. Sénat 1906, p. 19.

3. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907, p. 14.

du travail personnel à l'apport de la femme. Quand, comme c'est le cas le plus fréquent, son aptitude au travail représente sa seule fortune, n'est-il pas juste de la protéger aussi énergiquement que le capital constitué en dot ? »

II. — C'est donc un véritable droit de reprise à titre de propres voulus par la loi, qu'il faut reconnaître à la femme, et ce qui en résulte c'est que ce droit de reprise n'est pas seulement un droit de reprise en nature des biens réservés subsistant au jour de la dissolution, mais encore un droit de reprise en deniers des sommes d'origine pécuniaire, qui au cours de la communauté ont été employées à l'acquit de dettes que le pécule ne doit pas supporter, ou ont reçu une affectation que la femme ne peut reprendre en nature, ou, en un mot, ont indûment profité à la communauté au lieu de profiter au pécule.

Nous verrons plus loin quelles sont les dettes auxquelles le pécule doit contribuer et par suite quelles sont celles auxquelles il ne doit pas contribuer et qui donnent donc lieu à reprise au cas où elles ont été acquittées au moyen de deniers provenant des biens réservés.

On peut de même supposer le cas où la femme a employé des sommes réservées à édifier des constructions sur un terrain de communauté. A la dissolution, la femme renonce : terrains et constructions par voie d'accession restent à la communauté ; la femme reprend alors la somme qu'elle a déboursée.

Enfin on peut appliquer au pécule tous les cas de

reprises en deniers qui peuvent se produire en raison de biens propres, sauf toutefois comme nous venons de le dire l'acquit de certaines dettes de communauté qui peuvent être à la charge du pécule sans être à la charge des biens propres.

III. — D'ailleurs cette reprise en deniers par la femme renonçante des sommes par elle indûment déboursées est le juste équivalent de la récompense qu'elle effectue en cas d'acceptation si elle a tiré un profit personnel de sommes d'origine pécuniaire.

IV. — Faisons enfin remarquer que la solution contraire serait injuste. Une femme qui au cours de la communauté aurait par exemple apporté à la communauté un bénéfice qu'elle pourrait conserver, on aurait contribué au delà de ses obligations aux dettes de la communauté, se verrait par ce fait même, par suite de cette bonne action, au jour de la dissolution en cas de renonciation, privée de cette partie de son pécule !

Ce serait dire à la femme qu'elle doit taire tout élan de générosité, qu'elle doit agir avec défiance et se garder de déboursier de son pécule au delà de sa stricte obligation, même pour son ménage, puisqu'ultérieurement les comptes ne pourraient plus être rétablis.

V. — A l'exemple de M. Guillier, et en suivant la pensée du législateur, il faut donc assimiler en ce cas de renonciation, les gains et salaires de la femme, acquis durant la communauté à un apport fractionné qu'elle aurait effectué et qui doit lui demeurer propre, en faisant cette double observation que d'une part il

faut comprendre dans cet apport fractionné non seulement les gains et salaires de la femme, mais encore les fruits de ces gains et salaires qui sont eux-mêmes, comme nous l'avons vu, des biens réservés, et doivent donc être eux-mêmes considérés comme un apport de capital au fur et à mesure de leur production ; mais que d'autre part et par contre il faut déduire de cet apport la fraction qui a dû être employée à la contribution de la femme aux charges du ménage, ainsi que nous allons le voir.

2. — *Charges du pécule en cas de reprise*

I. — Nous avons vu qu'au cours de la communauté, la femme doit en vertu de l'article 7, subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés, au moyen de son pécule, aux charges du ménage ; d'autre part en vertu de l'article 3, que nous étudierons plus loin, le pécule peut être saisi par les créanciers de la femme et en certains cas, par ceux du mari qui l'ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage. La loi établit donc d'une manière bien distincte la contribution que doit supporter la femme sur son pécule dans les dettes de communauté, et le droit de poursuite auquel elle peut être exposée.

Cette contribution et ce droit de poursuite ne se confondent nullement : la femme peut en effet être actionnée sur son pécule pour l'intégralité d'une dette contractée par le mari dans l'intérêt du ménage, alors

qu'en définitive, proportion faite entre les facultés du mari et celles de la femme, cette même dette peut ne devoir être supportée par la femme que pour partie seulement.

II. — La situation est-elle changée lors de la dissolution de la communauté, en cas de renonciation par la femme ? L'article 5 porte que la femme en ce cas gardera ses biens réservés « francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage en vertu de l'article 3 ».

Ce texte seul serait peut-être insuffisant car il ne dit pas clairement s'il régit la contribution de la femme ou le droit de poursuite des créanciers. Mais il faut admettre que la loi n'a pu se contredire elle-même et qu'elle n'a pu ni priver les créanciers, en cas de renonciation, d'un gage antérieurement acquis, ni aggraver en ce même cas les charges de contribution définitives de la femme.

L'article 3 en effet auquel se réfère l'article 5, régit uniquement le droit de poursuite des créanciers ; c'est donc bien la sauvegarde des intérêts des créanciers qui guide la rédaction de cette partie de l'article 5. M. Gourju dans son exposé des motifs (1) dit que si les biens réservés échappent « par la reprise en cas de renonciation au droit de gage des créanciers personnels du mari, qui n'avaient pas d'ailleurs à y compter et qui n'y ont jamais compté, ils resteront du moins, c'est le correctif nécessaire, soumis au droit de pour-

1. *Journal officiel*, Annexe 304. Sénat 1906, p. 16.

suite des créanciers de la femme ou de la communauté, dont ils étaient le gage antérieurement. » Il serait évidemment impossible d'ailleurs que la femme par sa seule volonté pût détruire les droits acquis des tiers.

L'article 3 vise donc le droit de poursuite des créanciers, mais il ne vise que ce droit et non la contribution de la femme, d'abord en raison de sa référence même qui ne s'occupe que des créanciers, et ensuite parce que si les droits des tiers sont intéressants, ceux de la femme ne le sont pas moins, et que ce serait immédiatement la priver du bénéfice de la prérogative qu'on lui accorde, si par le fait de sa renonciation on mettait définitivement à sa charge des dettes qui ne l'étaient point au cours de la communauté.

III. — Ainsi donc après la renonciation de la femme au cours de la communauté, elle peut être poursuivie sur son pécule par les créanciers que nous avons indiqués plus haut, mais elle ne doit supporter définitivement que les dettes qui constituent des charges du ménage et encore seulement dans la mesure de ses facultés.

IV. — Il y a ainsi des questions de fait fort difficiles à apprécier, lorsqu'il s'agit de liquider la reprise des biens réservés par la femme renonçante. Peut-être cependant peut-on admettre que toutes les fois que la femme a payé des dettes de communauté sans faire de réserves, elle a entendu par là fournir une contribution définitive, et qu'au contraire si elle veut sauvegarder la possibilité d'une reprise en deniers pour

acquies de dettes de la communauté, elle n'aura dû payer qu'en faisant des réserves bien constatées et au besoin acceptées comme telles par le mari.

V. — De la sorte lors de la liquidation, la femme renonçante aurait à reprendre en nature ses biens réservés de provenance bien établie, en capital et intérêts, tels qu'ils existent au jour de la dissolution de la communauté ; elle exercerait ses reprises en deniers conformément aux règles du Code, en assimilant son pécule à un bien propre, mais en n'admettant de reprise pour le cas de paiement de dettes de communauté, que si les paiements ont été faits avec des réserves justifiées ; enfin elle pourrait exiger de son mari une garantie au cas où son pécule ainsi repris resterait soumis au droit de poursuite d'un créancier du mari pour une dette à laquelle la femme ne doit pas contribuer en totalité.

3. — *Droits des héritiers de la femme en ligne directe*

I. — La prérogative de reprise du pécule en cas de renonciation appartient non seulement à la femme, mais encore à ses héritiers en ligne directe. C'est l'article 5 également qui crée ce privilège assez difficile à justifier, au profit de cette seule catégorie d'héritiers.

II. — Tout d'abord, il semble que le texte même de la loi a outrepassé la pensée du législateur.

M. Guillier, dans son rapport au Sénat (1), expli-

1. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907, p. 14.

quait cette faveur exceptionnelle de la façon suivante
« Cette faculté appartiendra aux héritiers de la femme en ligne directe. N'est-ce pas, en effet, dans l'intérêt de ses enfants qu'elle s'est imposé des sacrifices ? Serait-il équitable que ses économies péniblement amassées soient enlevées à ses enfants par des créanciers personnels du mari, qui en faisant crédit à celui-ci, ont encouragé ses goûts de dépense » ?

Il ne semblait donc penser qu'aux enfants de la femme, c'est-à-dire aux héritiers en ligne directe descendante, mais non aux ascendants, qui sont aussi des héritiers en ligne directe. Or, la loi, faute de restriction étend son privilège aussi bien aux ascendants qu'aux descendants, à l'exclusion seulement de tous les collatéraux.

III. — Et, de plus, pourquoi cette exclusion des collatéraux, pourquoi cette violation du principe de l'égalité entre héritiers, qui est l'une des bases essentielles du système successoral français ?

N'est-ce que dans l'intérêt de ses enfants ou de ses ascendants que la femme peut s'imposer des sacrifices, travailler, et faire des économies ? A défaut d'ascendants ou de descendants, ne peut-elle être animée des mêmes sentiments pour des collatéraux, pour des frères ou sœurs ? La loi qui a réglé l'ordre successoral, a placé les collatéraux avant le mari, pourquoi venir maintenant favoriser le mari à leurs dépens ?

S'il eût été pénible pour le mari de voir par l'effet de la renonciation, le pécule de la femme auquel il a

peut-être même indirectement collaboré par des démarches, des conseils ou d'autre manière, passer entièrement aux mains de collatéraux éloignés, ne lui est-il pas encore plus pénible de voir, en cas d'acceptation, ces mêmes collatéraux prendre la moitié de ses propres bénéfices, des produits de son propre labeur ?

Et, d'ailleurs, les dispositions testamentaires et en particulier les dispositions entre époux, qui permettent de rectifier ou de compléter la loi lorsque l'ordre établi par elle ne répond plus, en raison de circonstances particulières, à l'ordre des sentiments du testateur, fussent restées entières à la portée de la femme ; elle eût eu toute liberté par exemple de léguer ou donner à son mari tous ses biens réservés, au cas de renonciation à la communauté par ses héritiers, ou la part des biens réservés revenant à sa succession au cas d'acceptation de la communauté.

IV. — Mais le texte est formel. Tous les héritiers en ligne directe, ascendants, descendants légitimes, naturels, reconnus ou adoptifs, profitent du droit de reprise en cas de renonciation, et dans la même mesure et de la même manière que la femme elle-même. Vis-à-vis des collatéraux au contraire, c'est le droit commun qui reprend son empire : ils perdent tout droit au pécule en cas de renonciation.

Notons enfin qu'au cas de division entre les héritiers de la femme, notamment au cas de renonciation à la communauté par des héritiers en ligne directe et d'acceptation de la communauté par des collatéraux,

il est alors indispensable de liquider la communauté en deux masses distinctes, la communauté proprement dite et le pécule qui au regard des collatéraux dépend de la communauté, et qui au regard des héritiers en ligne directe est un propre, et il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 1475 du Code civil.

§ 2

Cas de non-communauté ni société d'acquêts

I. — S'il n'y a ni communauté ni société d'acquêts entre les époux, les biens réservés sont propres à la femme.

Dans ces cas l'on peut dire que les principes du Code civil restent en vigueur en ce qui concerne la propriété du pécule, ou pour parler plus exactement en ce qui concerne la propriété des fonds ou des capitaux du pécule, puisque les fruits des biens réservés qui sous le régime sans communauté ou sous le régime de dotalité universelle appartiendraient au mari, font désormais partie intégrante du pécule lui-même et appartiennent à la femme, comme nous l'avons vu.

II. — Toutefois l'on peut croire que sous le régime de la dotalité universelle il y a en dehors de la question des fruits que nous venons d'indiquer, une dérogation aux règles antérieurement établies. C'est ainsi que l'entendait M. Gourju lors de la première délibé-

ration sur la nouvelle loi, devant le Sénat. M. Gourju fit alors en effet la remarque que la nouvelle loi améliorerait la situation financière de la femme sous le régime dotal, disant que sous l'empire du Code, la femme, quand le régime dotal est pur et simple, travaillait pour son mari et l'enrichissait ; qu'elle ne s'enrichissait pas elle-même ; tandis qu'avec la loi nouvelle, le pécule produit par les gains et salaires de la femme lui serait réservé, et que par conséquent les femmes se créeraient de toutes pièces des paraphernaux qu'elles n'avaient pas alors (1).

Notons tout d'abord que M. Gourju avait en vue dans son observation non pas à proprement parler le régime dotal pur et simple, c'est-à-dire sans société d'acquêts, mais le régime de la dotalité universelle de tous les biens présents et à venir de la femme, sans société d'acquêts, car si les biens présents seuls sont dotalisés, sans société d'acquêts, la question ne se pose pas, les gains et salaires de la femme sont évidemment des paraphernaux. Et notons encore que l'observation s'applique aussi bien au régime sans communauté qu'au régime de la dotalité universelle.

Mais tout dépend du point de départ adopté. Sans entrer dans une discussion dont la place n'est point ici, rappelons, en laissant de côté les théories intermédiaires, qu'il y a deux théories principales en présence sur le sort des produits du travail de la femme sous le régime sans communauté, ou sous le régime

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 627.

de la dotalité universelle : la première assimile entièrement les produits du travail de la femme à des revenus, à des fruits, et en conséquence, les attribue en entier en propriété au mari, en vertu des articles 1530 et 1549 du Code civil ; la seconde les considère comme des capitaux, et en conséquence, en fait des propres de la femme, et si les biens à venir sont dotalisés, des biens dotaux.

M. Gourju est partisan de la première théorie. La seconde est plus généralement admise aujourd'hui (1) ; en effet le fruit est le produit périodique d'une chose conforme à la nature de cette chose, et qui n'en altère point la substance ; or il est difficile de faire de l'activité humaine une source matérielle de produits périodiques et semblables à eux-mêmes, chaque fois qu'elle se manifeste.

Aussi, admettant la seconde théorie, dirons-nous que l'article 5 de la loi de 1907 n'a pas modifié la propriété des biens réservés dans le cas qui nous occupe, mais qu'en raison des articles 1 et 3 elle en modifie seulement le caractère, c'est-à-dire qu'elle en fait des biens paraphernaux au lieu de biens dotaux.

III. — Ainsi donc sous les régimes de séparation de biens judiciaire ou conventionnelle, sous le régime sans communauté, sous le régime dotal sans société d'acquêts, le mari n'a jamais rien à prétendre en pro-

1. Riom, 23 mars 1881, D. 83. 2. 17 ; S. 86. 1. 25. Cass., 13 février 1884 ; D. 84. 1. 323 ; S. 86. 1. 25. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 1488.

priété sur les biens réservés, Et à la dissolution du mariage, puisqu'il n'y a pas de masse commune, il ne peut y avoir entre les époux que des cas d'indivision comme il peut s'en produire entre toutes autres personnes et qui doivent être réglés selon le droit commun.

CHAPITRE IV

SITUATION DES TIERS

GÉNÉRALITÉS

Abandonnant maintenant l'étude du pécule en lui-même, et de la femme qui en est le sujet, il y a lieu de se placer en quelque sorte au point de vue objectif, c'est-à-dire d'examiner quelle est la nouvelle situation faite aux tiers par la loi de 1907 en face de la création du pécule et de la nouvelle capacité de la femme.

Il faut non seulement rechercher quels sont les droits des tiers créanciers soit de la femme elle-même, soit de la communauté si elle existe, soit même du mari, sur le pécule, mais encore pour ceux des tiers dont la créance est née d'un contrat avec la femme, quelles sont les conditions d'efficacité de ce contrat.

Nous étudierons donc d'abord la situation des tiers au moment où ils contractent avec la femme, c'est-à-dire les justifications qu'ils doivent exiger pour déga-

ger leur responsabilité et s'assurer de l'efficacité du contrat.

Puis nous étudierons la situation des tiers lorsqu'il s'agit de faire exécuter le contrat ou toute autre obligation, c'est-à-dire le droit de poursuite des créanciers.

§ 1^{er}

Justifications à exiger par les tiers contractants

Principe adopté

I. — Il semble qu'il y a lieu de distinguer deux sortes de justifications à fournir par la femme lorsqu'elle contracte avec un tiers : d'abord la justification spéciale qu'elle se trouve dans la situation créée par la nouvelle loi, et ensuite les justifications de droit commun qu'elle peut être appelée à fournir comme toute personne contractant avec un tiers.

II. — Malheureusement la loi n'est pas précise sur ce sujet et peut même prêter à un doute. La situation du tiers au moment où il contracte avec la femme n'avait pas préoccupé le législateur jusqu'au jour de la première délibération sur la loi devant le Sénat. M. Legrand fit alors remarquer (1) qu'il faut que les tiers sachent s'ils peuvent valablement traiter avec une femme sans l'autorisation de son mari, et qu'il fallait

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 624.

par conséquent indiquer la justification que les tiers pourraient exiger de la femme, pour être assurés, eux, qu'ils ont fait un contrat valable.

C'est à la suite de cette remarque et de l'amendement proposé par M. Legrand, que fut ajouté le quatrième paragraphe de l'article 1^{er}, qui subordonne la validité des actes de la femme à la « seule justification » qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari et qui ajoute : « la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée ».

III. — Est-ce là en réalité la « seule » justification que la femme doit fournir ? C'est à notre avis la seule justification qu'elle ait à fournir de la possibilité pour elle d'avoir un pécule et de la possibilité d'avoir sur ce pécule les pouvoirs établis par la nouvelle loi, puisqu'en effet l'exercice d'une profession distincte est la seule condition de la création de ce pécule ; c'est en un mot la seule justification à apporter par la femme pour établir, comme il résulte des paroles de M. Legrand, qu'elle est apte à contracter sans l'autorisation de son mari.

Le législateur n'a envisagé que ce côté de la question ; il venait d'indiquer que la femme a sur les produits de son travail personnel des droits nouveaux, il précise dans le même article que le tiers, pour traiter avec la femme, n'a pas à rechercher quel genre de travail elle exécute, ni si ce travail est réellement productif, ni quoi que ce soit à ce sujet : il lui suffit de s'assurer que la femme exerce une profession dis-

tincte ; c'est là la seule condition de son aptitude à posséder un pécule, et c'est là la justification nécessaire et suffisante pour mettre le tiers à l'abri des poursuites qui seraient basées sur le fait que la femme ne peut avoir des biens réservés, pour dégager sa responsabilité en ce qui concerne le défaut d'autorisation du mari.

Mais cette justification faite, le tiers contractant avec la femme ne peut-il encore par exemple, être actionné en nullité pour incapacité de la femme, par la femme elle-même, le mari ou leurs ayants cause, si la femme a outrepassé ses pouvoirs, notamment au cas où elle en a subi un retrait total ou partiel ; ou bien aussi être actionné en nullité par tout intéressé, si l'opération est susceptible d'être viciée d'une nullité de plein droit ; ou bien de même être actionné en révocation au moyen de l'action paulienne par les tiers envers qui l'acte aurait un caractère frauduleux ?

IV. — En un mot la responsabilité du tiers est dégagée en ce qui concerne le point spécial que nous avons indiqué, mais non en ce qui concerne les autres vices que peut présenter son opération. Il a donc encore à se mettre en garde contre ces autres vices. Le législateur a indiqué la justification spéciale que la femme doit fournir pour établir qu'elle se trouve dans la situation créée par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi, et qu'elle est susceptible de pouvoir contracter sans autorisation, mais il n'a pu l'affranchir des justifications que toute personne peut avoir à fournir lors d'un contrat, justifications notamment de la capa-

cité du contractant, et de l'existence du droit qui fait l'objet du contrat, d'autant plus que ces justifications se trouvent nécessitées plus loin par la loi elle-même, en raison des articles 2 et 4, que n'envisage certainement pas le dernier paragraphe de l'article 1^{er}.

Ainsi donc, en nous inspirant tant du droit commun que des articles 1^{er}, 2 et 4 de la nouvelle loi, dirons-nous que pour que l'acte intervenu entre la femme sans autorisation maritale et un tiers soit valable, elle a à prouver :

1^o Son aptitude à avoir des biens réservés, c'est-à-dire l'existence possible d'un pécule ;

2^o Sa capacité de contracter, capacité qui, en dehors des causes d'incapacité de droit commun que nous laisserons de côté, résulte ici de l'existence même du pécule, à moins que la femme n'ait subi un retrait de pouvoirs ; capacité spéciale qui, la première preuve étant faite, résulte donc de celle du non-retrait de pouvoirs ;

3^o Enfin le caractère de bien réservé appartenant à l'objet du contrat par elle fourni.

Observation

Femme commerçante

Il y a lieu toutefois de remarquer ici que les justifications à exiger par les tiers de la femme ayant un pécule, pour contracter avec elle, ne sont pas exigibles de la femme commerçante, bien que son com-

merce puisse être en totalité ou en partie compris dans son pécule.

La nouvelle loi n'a pas en effet restreint les droits antérieurement existant de la femme commerçante et ne lui a pas donné d'entraves.

Mais celle-ci reste soumise aux justifications qu'elle avait antérieurement à fournir, notamment à celle qu'elle est autorisée expressément ou tacitement à faire le commerce et que l'opération à traiter concerne son négoce.

1^o JUSTIFICATION DE L'EXISTENCE POSSIBLE D'UN PÉCULE

1. — *Règles posées par la loi de 1907. — Observation sur le texte de la loi*

I. — La femme, avons-nous dit, prouve l'existence possible d'un pécule, par la seule justification de l'exercice d'une profession distincte de celle de son mari, et cette seule justification établie dégage la responsabilité des tiers en ce qui concerne l'aptitude de la femme à contracter sans autorisation maritale. Cette justification doit être faite par un acte de notoriété, ou, dit la loi, par tout autre moyen ; et en outre elle doit être expressément mentionnée dans la convention, c'est-à-dire dans l'acte qu'il s'agit de passer avec le tiers. C'est là évidemment une très juste précaution destinée à éviter plus tard toute contestation sur l'établissement de cette preuve.

II. — Avant d'étudier ce mode de preuve en lui-même, il y a lieu de remarquer tout d'abord l'emploi au présent dans la loi du mot « exerce ». N'eût-il pas mieux valu dire que l'acte de la femme, en ce qui concerne la possibilité de contracter sans autorisation, sera inattaquable moyennant la justification qu'elle exerce ou a exercé une profession distincte de celle de son mari ? L'emploi du seul présent est-il un simple manque de précision, ou est-il quelque peu intentionnel ?

Il serait par trop rigoureux et même impossible avec l'esprit de la loi de vouloir que la femme, au moment où elle contracte, fournisse la preuve qu'elle exerce à ce même moment une profession distincte. Ce serait enlever tout le bénéfice de la loi à la femme qui a travaillé, qui s'est constituée un pécule et qui s'est retirée des affaires.

Mais alors cet emploi du présent ne voudrait-il pas dire que sinon le contrat à passer, mais au moins la preuve de la profession distincte doive être contemporaine de l'exercice de cette profession ? En lisant attentivement le texte, cette interprétation se présente facilement à l'esprit si l'on rapproche les mots « qu'elle exerce » de celui « justification ».

Mais il semble que cette interprétation restrictive dépasse encore la pensée du législateur. Faute en effet par la femme, qui n'en aura pas eu l'occasion, de faire établir la preuve exigée en temps utile, elle se trouverait par la suite avoir les bras entièrement liés. Il faut donc admettre logiquement, malgré cet emploi du

présent qui a visé évidemment le cas général, que non seulement la femme peut contracter après avoir cessé d'exercer sa profession, mais même qu'elle peut faire établir actuellement qu'elle a exercé antérieurement cette profession distincte, en observant toutefois que plus sera lointaine la date du fait à établir, plus la preuve devra être probante, c'est-à-dire plus on devra être rigoureux sur le moyen de preuve à adopter.

2. — *Modes de preuves*

I. — L'acte de notoriété est le mode de preuve préconisé ici par la loi. Rappelons qu'il ne faut pas confondre l'acte de notorité avec la preuve testimoniale. L'acte de notoriété n'est pas purement un témoignage écrit. Les signataires de cet acte ne viennent pas simplement affirmer qu'ils savent personnellement telle ou telle chose, ils viennent, se faisant les porte-parole de la collectivité, affirmer non seulement qu'ils savent personnellement telle chose, mais qu'il est de notoriété publique que telle chose existe, c'est-à-dire que tout le monde sait ou peut savoir l'existence de cette chose.

C'est en définitive la consignation par écrit à la fois d'un témoignage et de ce fait qu'on appelle précisément la notoriété publique, qui n'est autre chose que la commune renommée ; mais consignation par écrit qui prend cette valeur particulière qu'elle est faite devant un officier ministériel ; celui-ci ne l'admet en

effet qu'autant qu'elle est vraisemblable et que rien à sa connaissance ne la contredit, et il exige généralement des déclarants, pour l'annexer à l'acte même, un commencement de preuve par écrit de leurs allégations.

L'acte de notoriété résume donc un ensemble de preuves et de sûretés, propre à établir suffisamment un fait dans les innombrables cas où une autre preuve spéciale ne peut être fournie. En l'espèce il sera d'autant plus convaincant qu'on y annexera par exemple une feuille de patente, un certificat de patron ou toute autre pièce de même nature ; c'est une précaution qu'on ne saurait trop recommander.

L'officier ministériel compétent pour dresser l'acte de notoriété prévu par la loi de 1907, est à notre avis uniquement le notaire. Le juge de paix et le maire, qui dans certains cas sont aussi appelés à dresser des actes de notoriété, doivent restreindre leur compétence à ces cas particuliers et ne sauraient y procéder dans le cas qui nous occupe sans commettre un excès de pouvoir. La loi de 1907, à défaut d'une disposition spéciale, a laissé le droit de dresser les actes de notoriété établissant que la femme exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari, dans le domaine du privilège des notaires.

II. — La loi est très large : outre la notoriété, elle admet « tout autre moyen » de preuve. Le champ est libre, mais il est évident que le tiers devra, pour sa propre sécurité, exiger un moyen qui présente une réelle valeur. Cette preuve peut même être faite dans

l'acte lui-même, soit par l'intervention d'un ou plusieurs tiers qui apportent la preuve exigée, soit par l'annexe à l'acte d'une pièce quelconque établissant la qualité de la femme.

Mais elle ne pourrait toutefois résulter de la comparution dans l'acte authentique de la femme agissant comme exerçant une profession distincte ; s'il est vrai que le notaire se fait le garant de la capacité des personnes qu'il fait agir dans les actes qu'il reçoit, il est incontestable que dans le cas qui nous occupe, cette prise de qualité même ratifiée par l'officier ministériel ne serait pas suffisante pour répondre au vœu de la loi ; malgré la foi qu'on devrait y attacher, elle ne serait qu'énoncée et non prouvée.

De même la déclaration faite par le mari que sa femme exerce une profession distincte ne serait encore qu'une affirmation et non une justification ; tout au moins on peut admettre qu'une pareille déclaration du mari le rendrait mal fondé à agir ensuite en responsabilité contre le tiers qui se serait fié à lui, mais ce tiers contractant demeurerait néanmoins responsable à l'égard de tous autres tiers qui peuvent avoir des droits à exercer.

2^o JUSTIFICATION DU NON-RETRAIT DES POUVOIRS

1. — *Nécessité de cette justification*

I. — On a vu plus haut qu'en cas d'abus par la femme, des pouvoirs qui lui sont conférés, le mari

peut en faire prononcer le retrait soit en totalité, soit en partie, par le tribunal civil.

Or quelle est la validité de l'acte passé par la femme, justifiant de l'exercice d'une profession distincte, justifiant comme nous le verrons plus loin de la qualité de bien réservé appartenant à l'objet du contrat, mais à laquelle les pouvoirs nécessaires pour passer cet acte ont été retirés, soit qu'elle se garde simplement de révéler ce retrait de pouvoirs, soit même qu'elle affirme expressément avoir pleine capacité ?

II. — Les cas sont nombreux où un incapable peut se faire passer capable ; un mineur peut se faire passer pour majeur ; un interdit, un pourvu de conseil peuvent éviter de révéler leur situation. L'article 1307 du Code civil est formel pour le mineur : la déclaration de majorité ne fait point obstacle à sa restitution ; de même la nullité de l'acte passée par l'interdit et le pourvu de conseil ne fait point de doute.

La bonne foi d'un tiers en effet ne peut couvrir l'incapacité de la personne avec laquelle il contracte ; admettre le contraire serait faire table rase de toutes les incapacités, et l'on verrait les parties contractantes éviter avec soin de se renseigner réciproquement sur leurs capacités mutuelles, de manière à couvrir par leur ignorance voulue une incapacité possible.

Dans les cas que nous citons, dira-t-on, la nullité est certaine, mais le tiers est en faute car il avait le moyen de la prévoir : un extrait de l'acte de naissance lui eût révélé la minorité, une demande au greffe du

tribunal du lieu de naissance lui eût révélé l'interdiction ou le conseil.

III. — Rapprochons-nous alors plus spécialement du cas qui nous occupe. Quel est par exemple la valeur de l'acte passé par le mari, se disant chef de la communauté et administrateur des propres de sa femme, alors qu'une séparation judiciaire a été prononcée ? Quelle est la valeur de l'acte passé par la femme se disant judiciairement séparée de biens, alors que la communauté a été rétablie ? Quelle est encore surtout la valeur de l'acte passé par la femme se disant célibataire ou veuve, alors qu'elle est mariée ou remariée ? Cette valeur est nulle. Le vice de l'incapacité n'est point couvert (1).

On a vu la jurisprudence condamner quelquefois la femme qui se fait passer pour veuve ou célibataire à l'exécution du contrat, comme pénalité en raison du quasi-délit dont elle s'est rendue coupable (2) ; c'est pour ainsi dire lui refuser à elle-même l'exercice de l'action en nullité ; mais ce n'est point sanctionner l'acte qui peut encore être attaqué par le mari ou ses ayants cause.

Et pourtant dans ces cas, le tiers contractant peut bien souvent ne pas être taxé de manque de précaution : évidemment les séparations de biens et rétablissement de communauté sont soumis à la publicité,

1. Besançon, 5 avril 1879. D. 80. 2. 6 ; S. 80. 2. 101. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. III, n° 270.

2. Cass. 28 mars 1888. D. 88. 1. 361 ; S. 91. 1. 294.

mais c'est une publicité qui n'est centralisé et n'aboutit en définitive nulle part ; comment faire partout des recherches ? De même le mariage est mentionné en marge de l'acte de naissance ; mais il s'écoule un certain délai entre la célébration du mariage et cette mention, et un extrait de l'acte de naissance, même daté seulement de peu de jours, peut ne point mentionner un mariage remontant déjà à quelque temps.

Quelle est alors la garantie des tiers qui peuvent ainsi se voir dépouiller, sans aucune faute de leur part ?

Aussi dans la pratique voit-on couramment, lorsqu'il s'agit d'actes importants, le tiers exiger par précaution le concours et la signature à la fois du mari et de la femme quels que soient leur régime et leur situation ; et le voit-on aussi, lorsque le doute porte sur l'état civil, exiger un acte authentique ou le concours de témoins certificateurs pour rendre l'officier ministériel ou les témoins garants de la capacité et responsables en cas d'incapacité.

IV. — Par quelle faveur jugerait-on autrement lorsqu'un tiers aura contracté avec une femme dont les pouvoirs sur son pécule ont été restreints ou anéantis ? Comment couvrirait-on son incapacité, comment effacerait-on la nullité de l'acte ? En ce cas il n'y a pas de publicité ; le tiers n'a aucun moyen de se renseigner ; mais que la publicité soit inopérante comme dans les cas signalés plus haut, ou nulle comme ici, la situation est la même. La bonne foi ne peut couvrir un vice du contrat, et admettre l'opposé serait effacer

de la nouvelle loi tout le premier paragraphe de l'article 2 : à quoi bon retirer à la femme ses pouvoirs si par son silence et la bonne foi du tiers contractant elle validait un acte fait en dépit de son incapacité ?

On peut admettre ici encore que le fait pour la femme de se dire capable alors qu'elle est incapable constitue de sa part un quasi-délit qui la rendrait mal fondée à exercer une action en nullité, et même le doute pourrait presque disparaître en ce sens, s'il y a eu dol de sa part ; mais le mari et ses ayants cause ne peuvent avoir à souffrir de ce délit de la femme et peuvent agir en nullité ou en responsabilité contre le tiers contractant.

2. — *Moyen à employer*

La justification par la femme du non-retrait de ses pouvoirs nous paraît donc absolument nécessaire.

Cette justification est évidemment difficile à fournir, mais puisque le retrait des pouvoirs de la femme est le fait du mari, c'est de ce côté qu'il faut chercher le moyen à employer.

Aussi pensons-nous que c'est une précaution indispensable pour le tiers d'exiger sinon la signature ou le concours du mari à l'acte, ce qui enlèverait toute l'utilité de la nouvelle loi, mais du moins en dehors de l'acte, une déclaration volontaire du mari qu'il n'a pas fait prononcer le retrait des pouvoirs de sa femme,

ou une déclaration forcée en lui signifiant l'acte projeté et en le sommant d'y faire opposition en cas de retrait des pouvoirs de sa femme.

Il est à espérer que la jurisprudence rendrait alors le mari responsable de son défaut d'opposition et le ferait non recevable à exercer une action à l'encontre du tiers contractant.

Et remarquons que si une fausse déclaration du mari sur l'exercice par sa femme d'une profession distincte, ou sur le caractère de l'objet du contrat, comme nous le verrons plus loin, peut laisser substituer des actions contre le tiers contractant de la part des autres tiers, c'est que cette fausse déclaration du mari a pu avoir pour effet de vicier l'acte d'une nullité absolue, ou a pu avoir à l'égard des tiers un caractère frauduleux; l'action qui peut être ouverte est une action en nullité de plein droit ou celle de l'article 1167 du Code civil, et non l'action en nullité pour incapacité de la femme qui n'appartient qu'à la femme, à son mari et à leurs ayants cause. Or une fausse déclaration ou un silence trompeur sur le retrait des pouvoirs de la femme est une pure question de capacité qui ne modifie pas la consistance du pécule ni le caractère des biens des époux. Il semble qu'il n'y a pas là de cause de nullité absolue ni de fraude à l'égard des tiers, et que par conséquent si le mari et la femme se trouvent eux-mêmes liés par leur fait, personne ne peut se prévaloir du retrait des pouvoirs de la femme.

3^o JUSTIFICATION DU CARACTÈRE DE BIEN RÉSERVÉ APPARTENANT
A L'OBJET DU CONTRAT FOURNI PAR LA FEMME

I. — *Nécessité de cette justification*

I. — Comme nous l'avons vu, non seulement la femme doit justifier de sa capacité personnelle, résultant de l'existence d'un pécule et de son maintien dans ses pouvoirs, mais elle doit justifier, si le contrat a pour objet une somme, une valeur ou un bien à fournir par elle, que cette somme, cette valeur, ce bien font partie de son pécule, puisque c'est à ce seul titre qu'elle peut en disposer.

II. — C'est une justification à exiger par les tiers qui s'impose d'elle-même. Il est de droit commun en effet que toute personne voulant disposer d'un bien ou d'une chose quelconque, c'est-à-dire d'un droit sur ce bien ou sur cette chose, doit justifier que ce droit existe. En matière immobilière pas un acte ne se fait sans une origine de propriété rigoureusement établie; en matière mobilière cette justification passe en pratique souvent inaperçue en raison de la présomption créée par l'article 2279 du Code civil, mais elle n'en existe pas moins et consiste en cette présomption. Nous verrons plus loin si cet article peut être utile à la femme dans le cas qui nous occupe.

III. — L'article 4 même de la loi nouvelle, bien que n'ayant en vue, semble-t-il, qu'une contestation entre le mari et la femme, ou entre la femme et un créan-

cier poursuivant, vient à l'appui de notre opinion, en exigeant dans ces cas une preuve par la femme de la consistance et de la provenance de son pécule. Si, en effet, au moment de contracter avec la femme il n'y a pas de contestation, si le tiers peut être porté à avoir confiance et à accepter sans contrôle le dire de la femme, ne doit-il pas cependant prévoir une contestation ultérieure entre le mari ou un créancier et lui, ayant cause à titre particulier de la femme, ne doit-il pas en demandant à la femme la preuve exigé par l'article 4 en cas de contestation donner une base solide au droit qu'il acquiert, et se faire fournir d'avance par la femme la réponse qu'il pourra avoir lui-même à faire à une revendication du mari ou à la poursuite d'un tiers ?

La preuve qu'un bien fait partie du pécule peut d'ailleurs être établie avant même qu'il s'agisse de l'utiliser. C'est une fort sage précaution pour la femme avons nous déjà dit, de faire constater avant qu'il soit trop tard ou qu'il devienne impossible de le faire, l'origine ou l'emploi de ses biens et deniers, pour lui permettre par la suite d'en disposer à titre de biens réservés.

2. — *Modes de preuve*

I. — Puisqu'en réalité ce qu'il y a lieu de prévoir et d'éviter par avance lors de la passation d'un acte entre la femme et un tiers, c'est une contestation ultérieure de la part du mari ou des autres tiers sur le

caractère du bien transmis par la femme, les modes de preuve exigés par l'article 4 sont nécessaires et suffisants pour garantir le tiers contractant. De même que lorsqu'il s'agit de prouver l'exercice d'une profession distincte, la loi est ici très large, elle admet toutes les preuves de droit, même celle par témoins sans limitation de somme, à la seule exception de la commune renommée.

II. — Une question se pose à propos de la présomption de l'article 2.279 du Code civil, présomption qui couvre, sauf les cas de perte ou vol, les vices d'origine des biens mobiliers : la femme, détentrice de biens mobiliers, sommes d'argent, titres au porteur, meubles ou autres objets mobiliers, peut-elle se prévaloir de la maxime : « en fait de meubles, possession vaut titre », et prétendre que le seul fait de sa possession fait présumer le caractère de biens réservés ?

Certainement non. Il ne faut pas oublier que le sens historique et le sens précis de la maxime est que la possession vaut titre lorsque le titre qui fait défaut est un titre de propriété. La possession, lorsqu'elle réunit les qualités voulues, peut faire présumer la propriété, mais pas autre chose. Elle peut couvrir un défaut de propriété, mais non les incapacités ni les autres causes qui peuvent vicier une opération.

Or ici, il ne s'agit pas de prouver le droit de propriété de la femme sur les biens qu'elle détient, mais le caractère spécial que doivent avoir ces biens. Selon le régime matrimonial adopté, la maxime aura pour effet de prouver que les biens détenus par la femme

appartiennent soit à la communauté, soit à elle personnellement, mais c'est tout ; elle ne prouvera pas en outre en quelle qualité la femme les détient ; elle ne prouvera pas qu'ils font spécialement partie de son pécule.

Notons toutefois que la maxime conserve tout de même une part d'application, non en la personne de la femme, mais en celle du tiers. Si celui-ci contracte en effet avec la femme sans qu'un écrit ni qu'aucune preuve de leur acte puisse subsister, il se trouvera lui-même protégé par la maxime, puisqu'il sera dépourvu de titre et en possession de la chose. C'est ce qui peut permettre bien des opérations au comptant. Mais s'il s'agit de rédiger un écrit ou si l'opération est constatée par exemple par des registres de comptabilité, le tiers qui pourrait être mis en demeure de faire valoir son titre ne serait plus protégé par la maxime, et son titre, s'il n'établit le caractère du bien de la femme, sera dépourvu de validité.

Il y a d'ailleurs des situations analogues : un tiers traite au comptant sans justification avec un individu qui peut être mineur, interdit ou pourvu d'un conseil ; l'opération est immédiatement réglée, tout est fini, rien n'en subsiste ; sur quoi pourrait-on fonder une réclamation ? Mais que cet individu, porteur d'espèces ou de titres au porteur se présente par exemple chez un agent de change ou dans une banque, pour acheter ou vendre, l'opération qui devra être constatée et figurer à son nom sur la comptabilité, ne sera pas traitée si l'agent ou la banque ont des dou-

tes sur sa capacité, tant que celle-ci n'aura pas été établie.

La femme donc détentrice de sommes d'argent, de titres ou de tous objets mobiliers, ne peut se prévaloir de la maxime, et doit comme en matière immobilière en établir l'origine.

III. — Enfin la déclaration du mari que tel bien, que telle somme fait partie du pécule de sa femme, serait un mode de preuve opposable à lui mais non aux autres tiers. Comme nous le disions à propos de la preuve de l'exercice d'une profession distincte, c'est une affirmation qui dépouille le mari du droit de contester l'opération faite en conséquence, mais ce n'est pas une preuve susceptible de dégager la responsabilité du tiers contractant envers les autres tiers.

§ 2

Droit de poursuite des créanciers

Si la situation du tiers, lorsqu'il contracte avec la femme, a en certains points échappé au législateur, celle du tiers créancier de l'un des époux a été, par contre, étudiée et réglée. L'article 3 de la loi y est en entier consacré.

La question se posait en effet de savoir si le pécule répond des dettes de la femme et de celles du mari, et si d'autre part, en raison de ses droits nouveaux, la femme engagerait non seulement ses biens, mais aussi

les biens de la communauté s'il en existe une, et ceux de son mari. Et cette question se posait d'autant plus que les auteurs de la loi, dans leurs différentes propositions variaient d'opinion sur les points à résoudre.

Nous distinguerons d'abord les créanciers de la femme, puis les créanciers du mari.

Créanciers de la femme

I. — Aux termes de l'article 3 de la nouvelle loi, les biens réservés à l'administration de la femme peuvent être saisis par ses créanciers.

Il est naturel en effet, que donnant à la femme des pouvoirs très étendus sur une catégorie de biens qui lui sont propres ou qui peuvent le devenir, on mette une sanction à ces pouvoirs, qui est le droit de poursuite des créanciers. C'est en même temps faciliter les opérations de la femme, car autrement comment trouverait-elle un tiers qui consente à contracter avec elle, si ce tiers est dépourvu de gage pour forcer l'exécution du contrat ?

Nous avons vu plus haut, que par les créanciers de la femme il faut entendre seulement ceux qui possèdent valablement cette qualité, que leur créance soit née d'un délit ou d'un quasi-délit, d'un quasi-contrat ou d'un contrat permis à la femme et non tous les tiers qui ont contracté avec elle d'une manière quelconque ce qui étendrait indéfiniment les pouvoirs de la femme.

Mais par tous les tiers qui ont contracté valablement avec la femme il faut entendre non seulement ceux qui ont contracté avec elle en état de capacité relativement à l'administration, l'emploi ou l'aliénation à titre onéreux de son pécule, mais encore tous ceux qui ont pu contracter sans qu'il s'agisse du pécule.

L'article 3 est en effet conçu en termes généraux, de telle sorte que les tiers qui ont contracté par exemple avec la femme séparée de biens relativement à un bien non réservé, acquièrent action sur le pécule ; de même la femme qui contracte relativement à ses propres ou même relativement à la communauté avec l'autorisation de son mari, donne action sur ses biens réservés.

Par contre, il faut admettre que les créanciers à raison du pécule n'ont pas leur droit de poursuite limité à cette seule masse de biens, car étant valablement créanciers de la femme ils ont pour gage, en vertu de l'article 2092 du Code civil, la totalité du patrimoine de leur débitrice et par conséquent non seulement son pécule, mais ses biens personnels ; là s'arrête toutefois leur gage, qui sauf la seule exception dont nous allons parler, ne saurait comprendre les biens de la communauté ni ceux du mari, en raison des dispositions formelles de ce même article 3.

En réalité donc, l'article 3 fait, au sujet du droit de poursuite des créanciers, rentrer le pécule dans le patrimoine de la femme, sans privilège soit sur les biens réservés, soit sur les biens non réservés, au

profit de telle ou telle classe de créanciers, tous venant au même rang sur la masse unique de tous ces biens, quelle que soit l'origine de leur créance.

II. — Parmi tous les créanciers de la femme, il en est toutefois une catégorie qui mérite une attention spéciale, et qui jouit non pas d'un privilège, le mot serait impropre, mais d'une faveur particulière : ce sont ceux qui ont contracté avec elle dans l'intérêt du ménage. Nous avons vu plus haut que le dernier paragraphe de l'article 3 consacre implicitement le principe traditionnel que, pour les dépenses faites dans l'intérêt du ménage, la femme oblige son mari en même temps qu'elle-même, comme tacitement autorisée ou mandataire. En conséquence, les créanciers ayant contracté avec la femme dans l'intérêt du ménage, et nous avons vu également ce qu'il faut entendre par là, peuvent poursuivre soit la femme elle-même sur son pécule et ses autres biens, soit la communauté si elle existe, soit le mari de ses propres biens.

III. — Le droit de poursuite sur les biens réservés avons-nous dit est logique et nécessaire. Si le pécule appartient ou vient à appartenir définitivement à la femme, tout est bien ; mais s'il vient à devoir faire partie de la communauté et à être attribué au mari, on peut se demander si ce droit de poursuite subsiste contre le mari. Nous examinerons la question plus loin.

2. — *Créanciers du mari*

I. — En principe et sous tous les régimes, les créanciers du mari n'ont point d'action sur le pécule de la femme. C'est là, et particulièrement sous le régime de la communauté qu'est la « grosse et décisive innovation », disait M. Viollette dans son rapport à la Chambre des députés (1). Désormais « le principe que le mari est seigneur et maître de la communauté, qu'il peut la ruiner en folles dépenses, sans en devoir compte à personne, cesse d'être vrai au moins pour les biens réservés ». Nous avons vu en effet qu'au cours de la communauté, le pécule fait conditionnellement partie de la masse commune et qu'il est assimilable aux biens tombés en communauté du chef de la femme si le contrat contient une clause de reprise d'apport franc et quitte en cas de renonciation. Mais dans ce dernier cas la clause n'a d'effet qu'au regard des époux entre eux, laissant intacts, au cours de la communauté et après sa dissolution, les droits des créanciers du mari sur la communauté et par conséquent sur cette masse particulière de biens. Or le pécule, en vertu de l'article 3 de la nouvelle loi, jouit d'une faveur bien plus grande, puisque même au cours de la communauté, il est à l'abri des poursuites des créanciers du mari, et qu'il y échappe définitivement en cas de renonciation.

1. *Journal officiel*. Annexe 1128, Chambre des députés, 1907, p. 6.

Au cas d'acceptation au contraire, le pécule tombant définitivement en communauté, rentre dans le gage commun de tous les créanciers de la communauté du chef du mari.

II. — Parmi les créanciers du mari, comme parmi ceux de la femme, il faut distinguer ceux qui ont contracté dans l'intérêt du ménage. De même que la femme en contractant pour cette cause engage les biens du mari, de même le mari par les contrats de cette nature engage les biens réservés de la femme ; mais à une condition : c'est que les biens réservés aient dû d'après le régime adopté se trouver avant la loi de 1907, entre les mains du mari. La loi en effet n'innove rien en établissant cette faveur ; elle la maintient mais ne crée pas des droits nouveaux sur lesquels les créanciers même de cette nature n'auraient jamais dû compter. Ainsi sous le régime de communauté, le régime de dotalité universelle, le régime sans communauté, les gains et salaires de la femme se trouvaient entre les mains du mari, et pour cette raison même, soit en droit soit en fait, soumis à l'action de ses créanciers. Désormais, quoique devenus des biens réservés et retirés des mains du mari, ces gains et salaires resteront soumis à l'action des créanciers du mari, mais de ceux-là seuls spécialement favorisés, qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage. Sous le régime de la séparation de biens au contraire, ces créanciers du mari n'avaient aucun droit sur les gains et salaires de la femme ; en aucun cas ils n'en ont maintenant davantage.

La preuve que la dette a pour cause l'intérêt du ménage incombe au créancier.

3. — *Situation particulière en cas d'acceptation
de la communauté*

I. — Nous venons de voir que le pécule répond de toutes les dettes de la femme et qu'il peut être saisi par tous ses créanciers.

Si en raison du régime adopté ou en raison de la renonciation par la femme à la communauté, le pécule lui appartient en propriété, il n'y a pas de difficulté : le gage de chaque espèce de créanciers tant du mari que de la femme est invariable quant à sa composition.

De même le gage des créanciers qui ont contracté dans l'intérêt du ménage est invariable, puisque soit du côté du mari, soit du côté de la femme ces créanciers ont toujours action sur le pécule et sur toute la masse commune en cas d'adoption du régime de la communauté.

Mais si la femme, mariée sous ce régime et ayant un pécule vient à accepter la communauté, le pécule fait alors partie de la masse commune et peut être attribué soit à la femme elle-même, soit au mari.

Si les biens réservés sont attribués à la femme ils font définitivement partie de son patrimoine et demeurent évidemment soumis à l'action de ses créanciers.

S'il est attribué au mari, une chose tout d'abord certaine est que cette attribution ne peut obliger le mari au delà du montant des biens qu'elle comporte. C'est un principe établi par la loi comme nous l'avons vu plus haut. Mais même dans la limite du montant de cette attribution le mari peut-il être poursuivi par tous les créanciers de sa femme ? Peut-il être poursuivi seulement par les créanciers de communauté du chef de sa femme ? Ou enfin les biens réservés ainsi mis au lot du mari sont-ils affranchis de tout droit de poursuite ?

II. — Il semble difficile de nier tout affranchissement de droit de poursuite, mais il est certainement des cas où ce droit sera fort préjudiciable au mari et peut arriver à le faire contribuer aux dettes de sa femme plus qu'il ne le doit.

Nous avons été amenés à admettre que le pécule tombant en communauté y fait tomber avec lui jusqu'à concurrence de son émolument les dettes dont il est grevé nées du chef de la femme non mises par le Code à la charge exclusive de cette dernière.

Or en vertu de l'article 1482 du Code civil ces dettes tombent pour moitié à la charge du mari. Celui-ci devient débiteur personnel de cette quotité à concurrence de l'émolument qu'il recueille.

Ce n'est donc pas un droit de suite que les créanciers de communauté du chef de la femme ont à exercer contre lui, droit de suite qui n'aurait aucune base légale qui au contraire devrait tomber devant le prin-

cipe de l'effet rétroactif du partage, mais un droit de poursuite propre.

C'est d'ailleurs de la même façon que la femme elle-même est tenue des dettes de communauté même nées du chef du mari, sur l'émolument qu'elle recueille dans la communauté. Une fois le partage consommé, un créancier du mari antérieur à la dissolution de la communauté peut poursuivre la femme sur son émolument : ce n'est pas un droit de suite, c'est un droit de poursuite personnelle en vertu de l'article 1482.

En raisonnant de même nous sommes amenés à penser que les créanciers purement personnels de la femme, s'ils peuvent saisir le pécule entre les mains de la femme ne peuvent plus le saisir entre les mains du mari. Ils ne peuvent en effet prétendre que celui-ci est devenu leur créancier personnel pour moitié et en vertu de l'effet rétroactif du partage ils ne peuvent avoir alors un droit de suite sur des biens qui sont censés n'avoir jamais appartenus à la femme.

Mais le droit de poursuite, même des seuls créanciers de communauté du chef de la femme, sur le pécule mis au lot du mari, peut avoir pour lui un effet plus préjudiciable que le droit de poursuite sur l'émolument de la femme ne l'est à cette dernière.

III. — Supposons en effet, comme ce sera sans doute généralement le cas, que lors du partage après acceptation de communauté par la femme, la masse brute des biens ordinaires de communauté est supérieure ou au moins égale à la masse brute du pécule. En raison de l'acceptation de la femme, le pécule tombé en com-

munauté est grevé de toutes les dettes du mari et de toutes celles de la femme ; les autres biens de communauté ne sont grevés que des dettes du mari.

Or si par le partage le mari, pour fournir à sa femme le montant de ses droits, lui abandonne des biens ordinaires de communauté, celle-ci abandonne par contre à son mari des biens du pécule. Ces biens, nous l'avons dit, sont déjà le gage des créanciers du mari ; ceux-ci ne voient donc pas leur gage augmenté. Les biens cédés par le mari ne deviennent au contraire le gage des créanciers de la femme que par cette attribution.

A l'attribution du pécule au mari correspond donc par contre-partie la cession à la femme d'une part égale de biens qui s'ajoute au gage des créanciers de cette dernière, tandis qu'à l'attribution de biens de communauté à la femme ne correspond aucune augmentation du gage des créanciers du mari.

Cette augmentation du gage des créanciers de la femme, si on maintient leur droit de poursuite sur le pécule mis au lot du mari, se produit au détriment des créanciers du mari qui au lieu de venir seuls sur les biens de communauté mis au lot de la femme en contre-partie de ceux du pécule mis au lot du mari, vont avoir à subir sur ces biens le concours des créanciers de la femme. Si en raison de ce concours, les créanciers du mari sont insuffisamment payés sur l'époux de la femme ils reviendront poursuivre le mari qui aura en définitive à subir les fâcheuses conséquences du fait que nous signalons.

Mais si en ce cas l'on refuse aux créanciers de la femme le droit de poursuite sur le pécule attribué au mari, on ne diminue pas leur gage, on le maintient égal en quantité, puisque le supprimant d'un côté on l'établit en même quantité d'un autre côté. Quelles que soient alors les attributions, l'étendue du gage des créanciers du mari et de ceux de la femme est invariable. En conséquence, dans l'hypothèse prévue, la suppression du droit de poursuite sur le pécule attribué au mari semble une solution équitable.

IV. — Mais nous avons dit que si l'on peut combattre le droit de suite des créanciers purement personnels de la femme, il semble légalement impossible de refuser aux créanciers de communauté du chef de la femme action sur l'émolument du pécule attribué au mari. De plus, si l'on suppose la masse du pécule supérieure à celle de communauté, cette suppression deviendrait alors préjudiciable aux créanciers de la femme puisque l'attribution de biens du pécule au mari n'aurait pas en contre-partie une cession de part égale de biens ordinaires de communauté.

Aussi donc et pour nous résumer pensons-nous que l'attribution de biens du pécule au mari annihile le droit de poursuite des créanciers purement personnels de la femme, mais non celui des créanciers de communauté du chef de la femme à raison de son pécule.

Selon chaque cas, selon les proportions relatives des masses brutes des biens ordinaires de communauté et du pécule, et des masses passives du chef du mari et

du chef de la femme, la femme aura avantage ou non à accepter la communauté, et le mari pourra sans inconvénient accepter ou au contraire devra refuser la mise à son lot de biens du pécule. Dans chaque cas il faut envisager les conséquences de l'opération, conséquences qui sont extrêmement variables suivant les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

CHAPITRE V

CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC DE LA LOI. DISPOSITION TRANSITOIRE

Il y a dans la loi du 13 juillet 1907 deux dispositions qui en concernent l'application.

L'une rend la loi obligatoire à tous les époux, en en forçant l'application dans tous les cas, avec prohibition à peine de nullité de toute clause contraire. C'est ce qui donne à cette loi le caractère d'ordre public.

L'autre étend cette application aux femmes mariées avant la promulgation de la loi. On a voulu voir de ce chef un caractère rétroactif à la nouvelle loi. Nous verrons que le mot est inexact et qu'il s'agit là seulement d'une disposition transitoire.

§ 1^{er}

Ordre public

L'article 1^{er} de la loi débute en ces termes : « Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause

contraire portée au contrat de mariage, la femme a sur les produits de son travail..., etc. ».

Ainsi donc il est absolument impossible de se soustraire à l'application de la loi ; celle-ci est non seulement de droit commun à défaut de toute convention, mais elle est d'ordre public, aucune convention ne pouvant venir à son encontre. Le régime matrimonial auquel sont soumis les époux se trouve, obligatoire-ment et sans échappatoire possible, comporter la faculté pour la femme de se créer un pécule et d'en disposer selon la nouvelle loi. Et s'il est impossible de s'en affranchir par contrat de mariage, il est encore plus impossible de le faire après le mariage, en raison de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Nous examinerons d'abord quelle appréciation on peut donner à l'attribution du caractère d'ordre public à la nouvelle loi, puisqu'elle est la portée de la règle ainsi établie.

1. — *Appréciation*

I. — Le grand principe qui domine l'esprit du Code civil au titre du contrat de mariage, celui par lequel le Code entre en matière comme pour en faire la base de tout ce qui suit, c'est le principe de la liberté des conventions matrimoniales : « La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos... ». C'est à ce principe

que fait échec la prohibition de toute clause contraire insérée dans la nouvelle loi.

Cette prohibition porte en effet réellement atteinte à la liberté des époux ; il serait gravement erroné de dire qu'au cours du mariage ceux-ci peuvent faire telles conventions qu'il leur plait, que la femme peut toujours notamment restituer au mari la gestion de son pécule par voie de mandat et qu'en conséquence tout se résout en une question de révocabilité ou d'irrévocabilité des conventions entre époux.

Si le mari gère en effet, en vertu du mandat de sa femme, il gère au nom de cette dernière au lieu de gérer son propre nom, comme il eut pu le faire en cas de renonciation entière par la femme au bénéfice de la nouvelle loi, et ce fait peut modifier entièrement la nature et les conséquences de ses opérations.

Les conventions donc que les époux peuvent faire au cours du mariage non seulement sont révocables au lieu d'être irrévocables, comme l'eût été une clause contraire insérée dans le contrat, mais encore quelques modifications qu'elles puissent apporter à l'application de la nouvelle loi, elles n'en peuvent altérer le principe même, elles ne peuvent empêcher la femme de se constituer un pécule ni d'en être, personnellement propriétaire dans les cas où elle ne l'eût point été auparavant.

La liberté des conventions matrimoniales est donc touchée ; l'on sait toutefois que même sous l'empire du Code, cette liberté n'est pas absolue ; après l'avoir formulée, le Code y apporte en effet immédiatement

quelques restrictions ; et c'est dans ces restrictions déjà existantes qu'on a cherché l'argument susceptible de paraître le plus fort en faveur de la prohibition des clauses contraires à la loi de 1907.

II. — La proposition de loi faite en 1894 par MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, non seulement ne faisait pas du libre salaire de la femme mariée une règle d'ordre public, mais elle n'en faisait même pas une règle de plein droit : la femme n'obtenait, avons-nous déjà vu, l'autorisation de toucher les produits de son travail qu'après demande portée devant le juge de paix. Ce système rejeté avec raison, on s'en était tenu, lors de la première délibération sur la loi devant le Sénat, à celui préconisé par M. Gourju, faisant seulement de droit commun, et sauf stipulation contraire au contrat de mariage, la nouvelle prérogative de la femme.

Mais à la seconde délibération devant le Sénat, M. Maurice Faure s'éleva avec force contre la faculté laissée aux époux de faire des conventions contraires aux règles nouvelles concernant la femme (1) ; et tant par lui-même que sur son initiative, plusieurs arguments furent fournis en faveur de l'attribution à la nouvelle loi du caractère d'ordre public.

III. — Tout d'abord la prohibition de toute clause contraire à la loi de 1907 est dit, ou indispensable pour assurer à la femme une protection complète et

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 660 et suiv.

efficace. Laisser le système du pécule de la femme à la liberté des époux eut été une fissure par laquelle eussent échappé tous les bons résultats attendus de la réforme ; c'eût été mettre fort obligeamment dans la loi elle-même, à la disposition d'un futur époux malintentionné, le moyen facile de tourner cette loi, de se soustraire par avance et indéfiniment à ses obligations, et de reprendre d'un seul coup, à l'aide d'un simple trait de plume, le privilège intolérable dont on voulait le dépouiller.

Sous l'influence de l'intérêt personnel du mari, sous le couvert de la sauvegarde de l'autorité maritale dont le vieux principe peut encore paraître devoir demeurer intangible aux praticiens, par conséquent tant au désir du futur époux qu'à la satisfaction du notaire, la clause de renonciation fût devenue une clause de style à laquelle il eut été très difficile à une fiancée jeune, imprévoyante, ignorante des affaires, inexpérimentée et mal conseillée, de refuser son adhésion.

Mais vouloir protéger la femme au point de lui lier à elle-même les mains, n'est-ce point aller bien au-delà de l'idée qui a inspiré la réforme ? Ce qu'il fallait, ce qu'on voulait en principe, c'était créer à la femme une situation nouvelle, qui existât pour elle de plein droit de telle sorte que la loi s'appliquât à toutes les femmes mariées sans contrat, qui sont incomparablement les plus nombreuses, qui sont généralement celles qui travaillent et dont il fallait en premier lieu protéger les modestes salaires. L'idée primitive était de faire de l'application de la loi non pas une

obligation, mais une présomption de la volonté tacite des époux, présomption que ceux-ci eussent toujours pu détruire par une clause contraire.

Et puis cette conception n'est-elle pas quelque peu en contradiction avec le principe qui domine la réforme ; on cesse de considérer la femme comme incapable, on l'estime désormais susceptible d'assez de clairvoyance, de sagesse et d'expérience pour pouvoir se constituer et gérer une masse particulière de biens, on fait un pas en avant dans ce sens ; mais en même temps on fait un pas en arrière, on la juge capable de renoncer aveuglément au bénéfice qu'on lui propose sans savoir discerner son intérêt ou sans savoir résister à des influences contraires, alors que le Code lui-même lui laisse la faculté d'accepter un régime matrimonial tout entier, ou une clause particulière, ou une omission dans son contrat, qui peuvent lui être autrement préjudiciables que la renonciation au bénéfice de la loi de 1907.

Et en parlant d'influences contraires auxquelles la femme peut avoir à résister, nous voyons bien celle du mari qui peut avoir intérêt à obtenir une telle renonciation, mais nous ne voyons aucunement celle du notaire que l'on met en cause, alors qu'il n'y a aucun intérêt, et que son premier devoir, dans les contrats de toute nature, consiste à éclairer les inexpérimentés et à prendre leur protection.

IV. — L'effet de la réforme, dit-on aussi, est de créer pour la femme mariée une nouvelle capacité. Or tout ce qui concerne la capacité ou l'incapacité d'une per-

sonne juridique est de droit public. On ne peut y porter atteinte par des conventions particulières et il est donc tout naturel que donnant à la femme une nouvelle capacité, on ne puisse admettre que par des conventions particulières on vienne la détruire.

D'accord pour le principe : la capacité des personnes est d'ordre public. Mais l'argument frappe à faux. Dans tout le Droit français, il n'y a qu'une seule exception à ce principe, et cette exception est précisément celle qui résulte de l'adoption facultative pour la femme de tel ou tel régime matrimonial ou des clauses qui permettent la combinaison des divers régimes entre eux (1). Oui la capacité des personnes est intangible, mais la femme seule lorsqu'elle se marie échappe à cette règle en se fixant pour l'avenir une incapacité complète ou une capacité fort appréciable. Pourquoi supprimer ici une faculté admise par le Code, en invoquant un principe qu'il a lui-même en pareil cas laissé de côté ?

V. — Deux autres raisons invoqués encore en faveur de l'attribution à la nouvelle loi du caractère d'ordre public, sont en premier lieu que la loi étant applicable à toutes les femmes mariées au moment de sa promulgation, celles-ci n'eussent pas pu, par un contrat ou par une clause contraire dans leur contrat se soustraire à son effet. Admettre la possibilité d'une renonciation c'eut été créer une liberté pour les femmes

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1904, t. III, n° 261.

mariées postérieurement à la loi et priver de cette liberté celles mariées antérieurement. Et en second lieu, dit-on, quel est donc le danger couru par le mari en vertu de la nouvelle loi, comment est atteinte son autorité maritale et en quoi ses intérêts pécuniaires sont-ils compromis puisqu'en cas d'abus par la femme le mari peut judiciairement lui faire retirer tout ou partie des droits qui lui sont conférés ?

On peut répondre que priver de liberté toutes les femmes pour que n'en soient pas seulement privées un nombre limité et déterminé, c'est rendre un mal universel, si mal il y a, pour qu'il n'y en ait pas quelques-uns seulement à en souffrir, c'est sacrifier l'intérêt général, non pas même au profit mais sans profit de l'intérêt particulier. C'était au législateur, plutôt que de suivre un pareil argument, de modifier ou compléter sa disposition transitoire et d'établir un moyen qui permit aux femmes mariées avant la promulgation de faire connaître et de faire valoir leur volonté.

Quant au retrait des pouvoirs de la femme au cours du mariage, nous avons déjà vu, et nous dirons encore comme nous le disions à propos des conventions possibles entre époux, que ce retrait et que ces conventions, s'ils modifient partiellement l'application de la loi, n'en altèrent pas le principe : entre les mains du mari ou entre les mains de la femme le pécule peut se constituer et échapper au mari et de plus ce retrait, pas plus que ces conventions, n'est irrévocable.

VI. — Enfin l'argument susceptible de paraître le plus fort, parce qu'il s'attaque au principe même

auquel fait échec le caractère d'ordre public, est celui-ci fourni dans son essence, au Sénat, par M. Georges Le Chevalier (1).

Ce qu'on invoque contre le caractère d'ordre public de la réforme, c'est la liberté des conventions matrimoniales. Or il y a une liberté plus forte que la liberté des conventions, c'est la liberté des personnes à qui la loi a le pouvoir et le devoir d'interdire d'y renoncer. Et d'ailleurs, et notamment dans ces sens, la liberté des conventions matrimoniales n'est pas absolue, puisque le mari lui-même ne peut renoncer aux droits qui résultent de sa puissance maritale sur la personne de sa femme et de ses enfants ou qui lui appartiennent comme chef. La loi assure au mari le libre exercice de son autorité mais lui retire la liberté d'y renoncer. Pourquoi devant ce fait ne pas interdire de même à la femme de renoncer aux droits et à la liberté qu'on lui apporte ? Les restrictions apportées à la liberté des conventions matrimoniales pour la sauvegarde des droits du mari d'une part, et pour la sauvegarde des droits de la femme d'autre part, sont analogues, elles forment le pendant l'une de l'autre, et sont basées toutes deux sur un principe supérieur à celui de la liberté des conventions.

Malgré la force de cet argument, qui séduit volontiers l'esprit d'autant plus qu'il s'appuie sur un précédent, sur une restriction déjà faite par le Code lui-même, il est aisé de voir que cette force n'est en somme

1. *Journal officiel*. Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 664.

que superficielle et que malgré tout, la restriction apportée en faveur des droits du mari et celle apportée en faveur des droits de la femme ne peuvent soutenir la comparaison.

En effet si le Code a interdit au mari de renoncer par avance aux droits qu'il a comme chef, s'il lui a interdit par exemple de renoncer au droit d'autoriser ou de refuser une aliénation par sa femme, ce n'est pas tant pour lui assurer malgré lui sa liberté individuelle, c'est pour lui assurer cette liberté au détriment de celle de sa femme, c'est donc en réalité pour assurer son autorité. Dans toute association durable, ne soit-elle que de deux personnes, comme c'est le cas du mariage, il est indispensable qu'il y ait un chef, qu'il y ait une voix qui puisse avoir la prépondérance, de telle sorte qu'en cas de différend une question ne puisse indéfiniment demeurer sans solution. Or, dans le mariage, ce chef c'est le mari. Le principe supérieur à celui de la liberté des conventions auquel le Code a obéi, ce n'est pas celui de la liberté même des personnes c'est celui de l'autorité maritale ; et le Code a ici envisagé cette autorité non pas tant sous la forme d'un pouvoir sur les biens, puisque par le jeu des différents régimes matrimoniaux ce pouvoir peut avoir une étendue très variable, que sous la forme d'un pouvoir sur la personne même de la femme et des enfants, sous la forme du commandement qui appartient au mari, chef de la famille dans toutes les questions qui se présentent au foyer. Ce commandement, le mari ne peut jamais, ni en aucune façon, l'abdiquer, il ne subit pas de restric-

tion, même du chef de la loi de 1907, puisque le mari peut encore interdire à sa femme d'exercer une profession.

Bien différente est au contraire la nature de la restriction apportée à la liberté des conventions en interdisant à la femme de renoncer au bénéfice de la nouvelle loi. La loi de 1907 n'apporte pas à la femme une liberté individuelle, mais la possibilité de mettre certains biens à part et un pouvoir sur ces biens. Il ne s'agit donc pas de lui assurer une liberté qu'elle n'a pas, puisque la loi ne modifie en réalité que le régime des biens.

En faisant du système du pécule un régime d'ordre public qui se superpose obligatoirement à tous les régimes, on détruit la liberté des conventions matrimoniales, la liberté complète que le Code a instituée du choix du régime ; et cela non pas en vertu d'un principe comparable à celui de l'autorité maritale, mais pas même en vertu du principe de la liberté des personnes, la femme n'étant pas affranchie quant à sa personne de la puissance du mari.

VII. — Ainsi donc et en résumé, tous ces arguments ne nous paraissent pas suffisants pour avoir donné à la nouvelle loi le caractère d'ordre public. Le législateur ne s'est pas aperçu tout d'abord que la femme est toujours susceptible de rencontrer de la part de son mari un veto formel à l'exercice d'une profession et il a soustrait des biens à liberté des conventions des époux, sans raison d'ordre supérieur à cette liberté même.

Au surplus toute cette question n'est qu'une question de principe. En pratique nous pensons que les craintes du législateur n'étaient pas justifiées et qu'il eût été extrêmement rare de voir des contrats contenir une renonciation à ses droits par la femme. Il eût été fort peu fréquent de se trouver dans un cas qui nécessitât une telle renonciation, et certainement les parents ou les conseillers de la jeune fille et surtout le notaire rédacteur du contrat, qui est celui de la famille de la fiancée, n'eussent inséré une clause qui tendit à la priver d'un droit, qu'au cas de nécessité absolue, évidente et dans l'intérêt même de la femme.

D'ailleurs enfin le système eût été appliqué de plein droit à tous les époux mariés sans contrat, qui forment l'immense majorité, et qui sont généralement ceux les plus susceptibles de se trouver dans la situation qui a inspiré la réforme.

2. — *Portée de la règle*

I. — Nous avons donc vu en quels termes débute l'article 1^{er} de la loi de 1907. Mais la question se pose de savoir si la nullité frappe toute clause contraire seulement à l'article 1^{er}, ou encore toute clause contraire à toute disposition de la nouvelle loi.

II. — Grammaticalement, et en s'appuyant sur la rédaction de l'amendement d'abord proposé au Sénat (1), qui consistait en un paragraphe additionnel

1. Amendement proposé par M. Maurice Faure. *Journal officiel*. Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 660.

à l'article 1^{er}, ainsi conçu : « La femme ne peut renoncer par contrat de mariage, aux droits qui lui sont conférés par le présent article », et auquel a été substituée, sans en modifier le sens aux yeux du législateur (1), la rédaction définitive qui porte la peine de nullité en tête de l'article au lieu de la laisser à la fin, on peut soutenir que cette peine frappe uniquement les clauses contraires à l'article 1^{er} de la loi.

Dans ces conditions, peut-on dire, est licite toute clause qui n'est pas contraire à l'article 1^{er}, ou toute clause contraire aux articles suivants, à moins toutefois qu'une telle ne se trouve faire échec à un autre principe d'ordre public que celui résultant de l'article 1^{er}.

Ainsi la femme ne peut pas renoncer au droit de se constituer un pécule, mais elle pourrait par exemple renoncer aux modes de preuves de faveur autorisés par l'article 4, ou à la reprise du pécule en cas de renonciation à la communauté; ou encore au droit d'ester en justice. D'autre part, et aussi par exemple, le mari ne pourrait pas renoncer au droit de demander en cas d'abus le retrait des pouvoirs de sa femme, non pas en raison de la disposition prohibitive de l'article 1^{er}, mais en raison du principe de l'autorité maritale dont il ne peut se dépouiller.

III. — Est-ce là ce qu'a voulu le législateur ? Nous

1. Voir la façon dont a été acceptée la rédaction définitive suivant amendement de M. Poule. *Journal officiel*. Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 665.

ne le pensons pas. Ce serait d'ailleurs encore admettre des moyens indirects de tourner la prohibition même qu'il a tant tenu à faire. De la façon dont avait été rédigé l'amendement, ensuite condensé en quelques mots en tête de l'article, il est évident aussi que le législateur n'a pas entendu faire d'ordre public toutes les dispositions de la loi, comme s'il fallait pour ainsi dire sous-entendre en tête de chaque article les mots : « Sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage ».

IV. — Aussi est-ce entre ces deux opinions extrêmes qu'il faut chercher la vérité, et l'ensemble de la discussion de l'amendement au Sénat vient à l'appui de cette opinion intermédiaire. Ce que le législateur a voulu assurer de force à la femme, ce sont tous les bénéfices qu'elle retire de la nouvelle loi, et s'il a, semble-t-il, limité quant à la forme la prohibition de toute clause contraire à l'article 1^{er}, c'est que cet article est la base, le pivot de tout le système du pécule introduit dans la législation. Cet article consacre et détermine les droits nouveaux de la femme ; voilà l'essence de la réforme ; voilà avant tout ce qui est d'ordre public. Mais toute la réforme est conçue dans l'intérêt de la femme, et d'autres articles apportent en faveur de la femme des règles concernant soit l'exercice, soit les conséquences des droits établis par l'article 1^{er}. Ce sont des dispositions qui se rattachent intimement à la création de ces droits eux-mêmes. On établit des droits nouveaux et on les régleme de

manière à former un tout indissoluble en faveur de la femme.

Les droits établis par l'article 1^{er} sont d'ordre public, mais leur manière d'être, eu égard à la femme, en vertu des articles suivants, est aussi d'ordre public.

Aussi dirons-nous que tous les avantages retirés par la femme de la loi de 1907, ne forment en réalité, aux yeux du législateur, qu'un seul et même objet, et que cet objet tout entier est d'ordre public.

V. — Il faut alors conclure que la femme ne peut renoncer à aucune des dispositions de la loi qui améliorent sa situation antérieure, mais qu'est au contraire valable toute clause qui n'enfreint pas cette règle, et qui ne porte pas atteinte à d'autres principes d'ordre public, par exemple celle par laquelle les héritiers de la femme seraient privés du droit de reprendre le pécule en cas de renonciation.

VI. — La nullité d'une clause contraire à une règle d'ordre public est elle-même une nullité d'ordre public, c'est-à-dire une nullité absolue et de plein droit. En conséquence la nullité d'une clause contraire à l'un des bénéfices accordés à la femme par la loi de 1907, est une nullité absolue, immédiate, susceptible d'être demandée par tout intéressé, et imprescriptible.

VII. — Notons enfin que c'est dans le contrat de mariage seul qu'est interdite toute clause de cette nature. Une fois le mariage célébré, le principe de l'incommutabilité des conventions matrimoniales s'op-

pose à son tour à de semblables clauses, mais nous avons eu toutefois l'occasion de voir qu'au cours du mariage il reste possible à la femme de faire des conventions qui, sans altérer le principe même de la réforme, peuvent en modifier temporairement et révoquablement les modes d'exercice.

§ 2

Disposition transitoire

L'article 11 de la loi permet aux femmes mariées avant sa promulgation, d'en invoquer les dispositions à leur profit.

Il faut se garder de voir dans cet article un caractère de rétroactivité. L'on sait en effet qu'une loi est rétroactive quand elle revient sur le passé soit pour apprécier les conditions de légalité d'un acte, soit pour modifier ou supprimer les effets d'un droit déjà réalisés (1).

Or la disposition finale de la nouvelle loi ne produit rien de semblable. Elle ne modifie pas la capacité de la femme pour le temps qui a pu courir entre son mariage et la promulgation ; elle ne valide pas les actes, maintenant autorisés, qui auraient été passés par la femme avant sa promulgation ; elle ne fait courir, pour les femmes antérieurement mariées, la créa-

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1901, t. I, n° 223.

tion du pécule que de ce même jour encore de la promulgation, les gains et salaires antérieurs restant soumis aux lois et aux conventions en vigueur lors de leur acquisition.

La loi ne revient donc pas sur le passé, elle règle seulement pour l'avenir, c'est-à-dire à compter de sa promulgation, la condition des femmes antérieurement mariées.

Le législateur a déclaré expressément que la loi s'appliquerait à cette catégorie de femmes, parce que leur sort aurait peut-être été douteux. Ce sort restait-il en effet soumis à la loi de leur mariage ou malgré l'impossibilité de modifier le régime matrimonial, devenait-il celui institué par la loi nouvelle ?

Pour nous cette dernière opinion eut prévalu, puisque la modification était non pas conventionnelle, mais légale, et même d'ordre public. Le législateur a précisé, mais il a fait une simple disposition transitoire puisqu'elle concerne uniquement et seulement pour l'avenir une catégorie limitée de personnes existant lors de la promulgation et appelée à disparaître entièrement.

CONCLUSION

La loi du 13 juillet 1907 a été inspirée par un beau mouvement en faveur de la femme.

Cette loi toutefois n'est qu'une étape. C'est un premier pas décisif mais trop incomplet et trop imparfait pour demeurer le dernier.

Nous avons vu que, dans son esprit, le législateur a voulu faire une réforme déjà bien plus considérable que ne l'indique le titre sous lequel il l'a présentée ; mais selon nous cette réforme reste et restera en grande partie dans le domaine de la théorie.

Le système du pécule, de cette masse de biens réservés pouvant atteindre des proportions considérables, et comporter des immeubles, de cette masse laissée à la gestion extraordinairement étendue, que nous avons étudiée, de la femme, est à nos yeux une utopie au-delà de la petite limite de la perception des salaires et des opérations courantes que l'on traite au comptant et sans écrit.

Dans la pratique des affaires, la loi en ce qu'elle concerne les biens réservés, est encore inconnue et restera en grande partie lettre morte.

La femme en effet a, pour utiliser la réforme à ce sujet, trop de justifications à fournir ; la consistance du pécule, en raison de la filière à suivre, demeure trop incertaine ; les tiers ont à s'entourer de trop de garanties pour contracter avec la femme relativement à son pécule, nous l'avons établi au cours de cette étude.

Mais le principe est posé. L'autorisation maritale est atteinte, non seulement conventionnellement ou de plein droit, mais d'ordre public. Le pouvoir absolu du mari sur la communauté, le régime même de la communauté est touché.

Et pendant ce temps le courant féministe progresse.

En dehors de tous les autres indices par lesquels il se manifeste, nous avons signalé plus haut les nouvelles propositions de loi qu'il a suscitées.

Poussé par l'évolution sociale et économique et soutenu par certaines sociétés, telle que « l'Avant-Courrière », dont l'objet principal est de le justifier, de le grossir et de le faire aboutir, ce courant ne pourra, semble-t-il, s'arrêter ; et spécialement en ce qui concerne les régimes matrimoniaux, il arrivera fatalement selon nous, et allant alors peut-être trop loin, à l'écoulement et à la ruine de la communauté légale, dont il vient de saper la base et le plus solide point d'appui.

VU :

Le Président,
M. PLANIOL.

VU :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour le Vice-Recteur,
L'Inspecteur de l'Académie,
J. COMBARIEU.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
TEXTE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907	7
CHAPITRE PREMIER. — CONSTITUTION DU PÉCULE	
DE LA FEMME MARIÉE. SA CONSISTANCE.	8
Généralités	8
§ 1. — <i>Femmes mariées susceptibles d'avoir un</i>	
<i>pécule</i>	11
1. Etendue de la réforme	11
2. Condition de la réforme	13
§ 2. — <i>Consistance du pécule.</i>	15
1. Gains personnels	16
2. Economies	19
3. Biens acquis en emploi ou remploi	20
4. Fruits	22
<i>Observation</i> : Actes de constatation d'origine de	
deniers, d'emploi ou remploi	23
CHAPITRE II. — GESTION DU PÉCULE	24
Généralités	24
§ 1. — <i>Pouvoirs de la femme sur le pécule</i>	26
1 ^o Nature de ces pouvoirs. — Influence sur la liberté	
personnelle de la femme	26
2 ^o Détermination des pouvoirs de la femme. . . .	30
Principe adopté	30
1. Libre administration	32
2. Acquisitions.	33

	Pages
3. Aliénations	35
4. Obligations	36
A. Principe	36
B. Applications	41
a) Emprunt. Nantissement. Hypothèque. Cautionnement	42
b) Mandat	43
c) Acceptation de successions, de donations ou legs. Partages	45
5. Actions en justice.	45
3 ^o Situation spéciale de la femme commerçante.	46
§ 2. — <i>Usage que la femme doit faire de ses pouvoirs et obligation de contribuer aux charges du ménage. — Retrait de pouvoirs en cas d'abus</i>	48
1. Usage des pouvoirs et obligations de contribuer aux charges du ménage	48
2. Retrait des pouvoirs	51
§ 3. — <i>Intervention du mari dans la gestion du pécule</i>	53
1. Droits de la femme contre son mari	57
2. Validité des actes du mari et droits des tiers	59
CHAPITRE III. — PROPRIÉTÉ DU PÉCULE	62
Généralités	62
§ 1. — <i>Cas de communauté ou de société d'acquêts</i>	64
1 ^o Acceptation de communauté.	64
2 ^o Renonciation à la communauté.	69
Principe	69
1. Droit de reprise du pécule	71
2. Charges du pécule en cas de reprise	75
3. Droits des héritiers de la femme en ligne directe.	78
§ 2. — <i>Cas de non-communauté ni société d'acquêts.</i>	81

	Pages
CHAPITRE IV. — SITUATION DES TIERS.	85
Généralités	85
§ 1. — <i>Justifications à exiger par les tiers contrac-</i> <i>tants</i>	86
Principe adopté	86
<i>Observation</i> : Femme commerçante.	89
1 ^o Justification de l'existence possible d'un pécule.	90
1. Règles posées par la loi de 1907 et observa-	
tion sur le texte de la loi	90
2. Modes de preuve	92
2 ^o Justification du non-retrait de pouvoirs	94
1. Nécessité de cette justification	94
2. Moyen à employer	98
3 ^o Justification du caractère de bien réservé apparte-	
nant à l'objet du contrat fourni par la femme	100
1. Nécessité de cette justification	100
2. Modes de preuve	101
§ 2. — <i>Droit de poursuite des créanciers</i>	104
1. Créanciers de la femme	105
2. Créanciers du mari	108
3. Situation particulière en cas d'acceptation	
de la communauté	110
CHAPITRE V. — CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC DE LA LOI.	
— DISPOSITION TRANSITOIRE.	116
§ 1. — <i>Ordre public</i>	116
1. Appréciation	117
2. Portée de la règle.	127
§ 2. — <i>Disposition transitoire</i>	131
CONCLUSION	133

